



## CHAPTER J-2

## CHAPITRE J-2

### Judicature Act

### Loi sur l'organisation judiciaire

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	1
action — action	
cause — cause	
Chief Justice — juge en chef	
Court — Cour	
Court <i>en banc</i> or <i>en banc</i> — Cour en banc ou en banc	
Court of Appeal — Cour d'appel	
Court of Queen's Bench — Cour du Banc de la Reine	
defendant — défendeur	
deputy registrar — registraire adjoint	
existing — existant	
Family Division — Division de la famille	
judge — juge	
judge of the Family Division — juge de la Division de la famille	
judgment — jugement	
matter — question	
oath — serment	
order — ordonnance	
party — partie	
petitioner — requérant	
plaintiff — demandeur	
pleading — plaidoirie écrite	
proper officer — fonctionnaire compétent	
Registrar — registraire	
Rules or Rules of Court — Règles ou Règles de procédure	
suit — instance	
Trial Division — Division de première instance	
Conflict between Act and Rules of Court. . . . .	1.1
<b>CONSTITUTION OF COURT</b>	
Continuation of the Supreme Court. . . . .	.2(1), (2)
Composition of Court of Queen's Bench. . . . .	.2(3), (4)
Jurisdiction of judges. . . . .	.2(4.1), (4.2), (4.3)
Supernumerary judge. . . . .	.2(5)
Additional office of judge for each Chief Justice. . . . .	.2(6)

Définition. . . . .	1
action — action	
cause — cause	
Cour — Cour	
Cour d'appel — Court of Appeal	
Cour en banc ou en banc — Court en banc or en banc	
Cour du Banc de la Reine — Court of Queen's Bench	
défendeur — defendant	
demandeur — plaintiff	
Division de la famille — Family Division	
Division de première instance — Trial Division	
existant — existing	
fonctionnaire compétent — proper officer	
instance — suit	
juge — judge	
juge de la Division de la famille — judge of the Family Division	
juge en chef — Chief Justice	
jugement — judgment	
ordonnance — order	
partie — party	
plaidoirie écrite — pleading	
question — matter	
requérant — petitioner	
registraire — Registrar	
registraire adjoint — deputy registrar	
Règles ou Règles de procédure — Rules or Rules of Court	
serment — oath	
Conflit entre la loi et les Règles de procédure. . . . .	1.1
<b>CONSTITUTION DE LA COUR</b>	
Continuation de la Cour Suprême. . . . .	.2(1), (2)
Composition de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	.2(3), (4)
Compétence des juges. . . . .	.2(4.1), (4.2), (4.3)
Juge surnuméraire. . . . .	.2(5)
Poste de juge pour chaque juge en chef. . . . .	.2(6)

Oath of judge. . . . .	3	Serment du juge. . . . .	3
Residence of judge. . . . .	4	Résidence du juge. . . . .	4
Court seal. . . . .	5	Sceau de la Cour. . . . .	5
Precedence of Chief Justice of New Brunswick. . . . .	6(1)	Préséance du juge en chef du Nouveau-Brunswick. . . . .	6(1)
Precedence of Chief Justice of Court of Queen's Bench. . . . .	6(2)	Préséance du juge en chef de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	6(2)
Judges of the former County Court of New Brunswick. . . . .	6(2.1)	Juges de l'ancienne Cour de comté du Nouveau-Brunswick. . . . .	6(2.1)
Judges are Commissioners of Oaths. . . . .	6(3)	Commissaires à la souscription des affidavits. . . . .	6(3)
Repealed. . . . .	7(1)	Abrogé. . . . .	7(1)
Action or proceeding before single judge. . . . .	7(2)	Actions et procédures réglées par un juge unique. . . . .	7(2)
Jurisdiction of judge. . . . .	7(3), 7.1	Compétence du juge. . . . .	7(3), 7.1
Time for delivering judgments. . . . .	7.2	Délai pour rendre les jugements. . . . .	7.2
<b>COURT OF APPEAL</b>		<b>COUR D'APPEL</b>	
Court of Appeal. . . . .	8	Cour d'appel. . . . .	8
<b>TRIAL DIVISION</b>		<b>DIVISION DE PREMIÈRE INSTANCE</b>	
Trial Division. . . . .	9, 10	Division de première instance. . . . .	9, 10
<b>FAMILY DIVISION</b>		<b>DIVISION DE LA FAMILLE</b>	
Definitions. . . . .	11(1)	Définitions. . . . .	11(1)
judicial district — circonscription judiciaire		circonscription judiciaire — judicial district	
proceeding — procédure		procédure — proceeding	
“Family” defined. . . . .	11(1.1)	Définition de famille. . . . .	11(1.1)
Duties of judges. . . . .	11(2)	Fonctions des juges. . . . .	11(2)
Jurisdiction. . . . .	11(3)-11.1(2)	Compétence. . . . .	11(3)-11.1(2)
Proceedings. . . . .	11.2	Procédures. . . . .	11.2
Open court or <i>in camera</i> . . . . .	11.3	Procédures à huis clos ou publique. . . . .	11.3
Report by family counsellor, social worker. . . . .	11.4	Rapport d'un conseiller familial, travailleur social ou agent de probation. . . . .	11.4
Commencement. . . . .	11.5	Entrée en vigueur. . . . .	11.5
Appeal in accordance with subsection 8(3). . . . .	11.51	Appel conformément au paragraphe 8(3). . . . .	11.51
Powers of Lieutenant-Governor in Council. . . . .	11.6	Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. . . . .	11.6
Role of Chief Justice. . . . .	12	Fonctions du juge en chef. . . . .	12
Responsibilities of the Chief Justice. . . . .	12.01	Responsabilités du juge en chef. . . . .	12.01
Meetings of council of judges. . . . .	12.1, 12.2	Réunions du conseil des juges. . . . .	12.1, 12.2
Special court of oyer and terminer. . . . .	13	Cours extraordinaires d'oyer and terminer. . . . .	13
<b>CHAMBERS</b>		<b>AUDIENCES EN CABINET</b>	
Repealed. . . . .	14	Abrogé. . . . .	14
Chambers sittings of Court of Queen's Bench judge. . . . .	15(1)	Audiences en cabinet : Banc de la Reine. . . . .	15(1)
Chambers sittings of Court of Appeal judge. . . . .	15(2)	Audiences en cabinet : Cour d'appel. . . . .	15(2)
Appeal from decision of Chambers sitting. . . . .	15(3)	Appel d'une décision prise en cabinet. . . . .	15(3)
Chambers sittings of Court of Queen's Bench judge. . . . .	16	Audiences en cabinet : Banc de la Reine. . . . .	16
Repealed. . . . .	17	Abrogé. . . . .	17
Repealed. . . . .	18	Abrogé. . . . .	18
Assignment of Chambers sittings. . . . .	19	Désignation des juges qui siègent en cabinet. . . . .	19
<b>UNFINISHED CASES</b>		<b>AFFAIRES NON TERMINÉES</b>	
Unfinished cases. . . . .	20	Affaires non terminées. . . . .	20
<b>CERTAIN JURISDICTION</b>		<b>CERTAINES COMPÉTENCES DE LA COUR</b>	
Exercise of jurisdiction of court. . . . .	21	Exercice de la compétence de la Cour. . . . .	21
Constitutionality of statute by court. . . . .	22	Validité constitutionnelle d'une loi. . . . .	22
Reference to Court of Appeal by Cabinet. . . . .	23	Renvoi par le Cabinet à la Cour d'appel. . . . .	23
Restrictions on intervention. . . . .	23.1	Restrictions aux interventions. . . . .	23.1
Power of court to set aside conveyance of land. . . . .	24	Pouvoir de la Cour d'annuler un transfert de biens. . . . .	24
Ante-nuptial or post nuptial agreements. . . . .	25	Conventions matrimoniales. . . . .	25
<b>RULES OF LAW</b>		<b>RÈGLES DE DROIT</b>	
Legal and equitable jurisdiction of court. . . . .	26	Compétence en common law et en <i>equity</i> de la Cour. . . . .	26
Rules of Court respecting bankruptcy or winding-up. . . . .	27(1)	Règles visant la faillite ou liquidation. . . . .	27(1)
Sale of real estate respecting deceased insolvent. . . . .	27(2)	Vente de biens réels d'une personne décédée. . . . .	27(2)
Commission of equitable waste by tenant. . . . .	28	Dégradations en <i>equity</i> . . . . .	28
Merger of estate by operation of law. . . . .	29	Confusion par le seul effet de la common law. . . . .	29
Action for possession by mortgagor. . . . .	30	Débiteur hypothécaire ayant droit à la possession. . . . .	30
Assignment of debts and choses in action. . . . .	31	Cession d'une créance ou d'un droit incorporel. . . . .	31
Interpretation of stipulations in contract. . . . .	32	Interprétation des stipulations de contrats. . . . .	32
Judicial review, injunctions and receivers. . . . .	33	Ordonnances en révision, injonctions et séquestre. . . . .	33
Definitions. . . . .	34(1)	Définitions. . . . .	34(1)
<i>ex parte</i> injunction — injonction <i>ex parte</i>		injonction <i>ex parte</i> — <i>ex parte</i> injonction	
industrial dispute — différend industriel		différend industriel — différend industriel	

<i>Ex parte</i> injunctions. . . . .	34(2)-34(5)	Injonction <i>ex parte</i> . . . . .	34(2)-34(5)
Trade union and employers deemed legal entities. . . . .	35(1)	Syndicat et employeurs constituent une entité juridique. . . . .	35(1)
Representative action against trade union. . . . .	35(2)	Action contre les membres d'un syndicat. . . . .	35(2)
Abolition of prerogative writs. . . . .	36(1)	Abolition de brefs de prérogative. . . . .	36(1)
Order of judicial review. . . . .	36(2), (3), (4)	Ordonnance de révision judiciaire. . . . .	36(2), (3), (4)
Court order respecting conveyance of land. . . . .	37	Ordonnance visant le transfert d'un bien. . . . .	37
Custody and education of minors. . . . .	38	Garde et éducation des mineurs. . . . .	38
Primacy of rules or equity over common law. . . . .	39	Priorité des règles de l' <i>equity</i> . . . . .	39
Application of Act. . . . .	40	Champ d'application de la loi. . . . .	40
<b>ABOLITION OF TERMS</b>		<b>ABOLITION DES TERMES</b>	
Abolition of terms; proviso. . . . .	41(1)	Abolition des termes. . . . .	41(1)
Power of judge. . . . .	41(2)	Pouvoir du juge. . . . .	41(2)
Repealed. . . . .	41(3)	Abrogé. . . . .	41(3)
Repealed. . . . .	42	Abrogé. . . . .	42
<b>VERDICT</b>		<b>VERDICT</b>	
Duties of judge and jury. . . . .	43, 44	Fonctions du jury et juge. . . . .	43, 44
<b>INTEREST</b>		<b>INTÉRÊTS</b>	
Interest. . . . .	45, 46	Intérêts. . . . .	45, 46
<b>MONEY IN CONTROL OF COURT</b>		<b>ARGENT SOUS LA GARDE DE LA COUR</b>	
Money paid into court. . . . .	47, 48	Argent sous la garde de la Cour. . . . .	47, 48
Repealed. . . . .	49	Abrogé. . . . .	49
Repealed. . . . .	50	Abrogé. . . . .	50
Repealed. . . . .	51	Abrogé. . . . .	51
<b>MASTERS</b>		<b>CONSEILLERS-MAÎTRES</b>	
Repealed. . . . .	52	Abrogé. . . . .	52
Repealed. . . . .	53	Abrogé. . . . .	53
Repealed. . . . .	54	Abrogé. . . . .	54
Repealed. . . . .	55	Abrogé. . . . .	55
Repealed. . . . .	56	Abrogé. . . . .	56
<b>REGISTRAR AND OTHER COURT PERSONNEL</b>		<b>REGISTRAIRE ET AUTRE PERSONNEL DE LA COUR</b>	
Registrar. . . . .	57, 58, 59, 60	Registraires. . . . .	57, 58, 59, 60
Other officers. . . . .	60.1	Fonctionnaires. . . . .	60.1
Deputy registrar. . . . .	61, 62	Registraires-adjoints. . . . .	61, 62
Persons authorized by the Registrar. . . . .	62.1	Personnes autorisées par le registraire. . . . .	62.1
<b>REPORTERS</b>		<b>ARRÊTISTES</b>	
Reporters. . . . .	63, 64, 65, 66	Arrêtistes. . . . .	63, 64, 65, 66
<b>USHERS AND MESSENGER</b>		<b>HUISSIERS ET MESSAGERS</b>	
Ushers and messenger. . . . .	67	Huissiers et messagers. . . . .	67
<b>CLERKS AND ADMINISTRATORS OF THE COURT OF QUEEN'S BENCH</b>		<b>GREFFIERS ET ADMINISTRATEURS DE LA COUR DU BANC DE LA REINE</b>	
Clerks. . . . .	68(1)	Greffiers. . . . .	68(1)
Administrators. . . . .	68(2), (3), (4)	Administrateurs. . . . .	68(2), (3), (4)
Deputy clerks. . . . .	69(1)	Greffiers adjoints. . . . .	69(1)
Deputy administrators. . . . .	69(2)	Administrateurs adjoints. . . . .	69(2)
Clerk of the Trial Division of The Court of Queen's Bench. . . . .	70(1)	Greffier de la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	70(1)
Administrator of the Family Division of The Court of Queen's Bench. . . . .	70(2)	Administrateur de la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	70(2)
Payment for services. . . . .	70(3)	Paiement pour les services. . . . .	70(3)
Oath. . . . .	71	Serment. . . . .	71
<i>Ex officio</i> clerks and administrators. . . . .	71.1	Greffiers et administrateurs de droit. . . . .	71.1
<b>SOLICITORS</b>		<b>SOLICITORS</b>	
Repealed. . . . .	72	Abrogé. . . . .	72
<b>CONTINGENCY FEE AGREEMENTS</b>		<b>ACCORDS D'HONORAIRES CONDITIONNELS</b>	
Repealed. . . . .	72.1	Abrogé. . . . .	72.1
<b>RULES OF COURT</b>		<b>RÈGLES DE PROCÉDURE</b>	
Rules of Court. . . . .	73-77	Règles de procédure. . . . .	73-77
Continuation of <i>The Revised Statutes, 1927</i> . . . . .	78	Continuation des <i>Statuts révisé de 1927</i> . . . . .	78
Reference made to Court of Queen's Bench. . . . .	79	Mention de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	79
Matters before Court of Queen's Bench. . . . .	80, 81, 82	Questions déposées devant la Cour du Banc de la Reine. . . . .	80, 81, 82

Reference to Court of Appeal. . . . .83, 84, 85  
**SCHEDULE A**  
**SCHEDULE B**

Mention de la Cour d'appel. . . . .83, 84, 85  
**ANNEXE A**  
**ANNEXE B**

## 1 In this Act and in the Rules

“action” means a civil proceeding commenced by notice of action, or in such other manner as is prescribed by the Rules;

“cause” includes an action, suit or other original proceeding between a plaintiff and a defendant;

“Chief Justice” means the Chief Justice of New Brunswick or the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench, as the subject or context requires, and wherever the words “Chief Justice of New Brunswick” or the words “Chief Justice”, meaning Chief Justice of New Brunswick, appear in this Act or the Rules of Court, the same shall, during a vacancy in the office of the Chief Justice of New Brunswick or during his absence, be deemed to include the *puisne* judge of the Court of Appeal who has the most seniority and who is not absent; and whenever the words “Chief Justice of the Court of Queen’s Bench” or the words “Chief Justice”, meaning the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench, appear in this Act or in the Rules of Court, the same shall, during a vacancy in the office of the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench or during his absence, be deemed to include the *puisne* judge of the Court of Queen’s Bench who has the most seniority and who is not absent;

“Court” means the Court of Appeal or the Court of Queen’s Bench, as the subject or context requires;

“Court *en banc*” or “*en banc*” means the Court of Appeal;

“Court of Appeal” means The Court of Appeal of New Brunswick and includes a judge thereof;

“Court of Queen’s Bench” means The Court of Queen’s Bench of New Brunswick and includes a judge thereof;

“defendant” includes every person served with a notice of action or process, or with notice of, or entitled to attend any proceedings;

## 1 Dans la présente loi et dans les Règles

« action » désigne une procédure civile entamée par un avis de poursuite ou de toute autre manière prévue par les Règles;

« cause » comprend une action, un procès ou toute autre procédure introductive d’instance entre un demandeur et un défendeur;

« Cour » désigne la Cour d’appel ou la Cour du Banc de la Reine, suivant ce que le sujet ou le contexte exige;

« Cour d’appel » signifie la Cour d’appel du Nouveau-Brunswick et s’entend d’un juge de cette cour;

« Cour en banc » ou « en banc » désigne la Cour d’appel;

« Cour du Banc de la Reine » désigne la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick et s’entend d’un juge de cette cour;

« défendeur » comprend toute personne qui reçoit signification d’un avis de poursuite ou d’un acte de procédure ou d’un avis de procédure ou qui a le droit d’être présent à des procédures;

« demandeur » comprend toute personne qui demande un redressement contre une personne autrement que par voie d’une demande reconventionnelle en qualité de défendeur, que ce soit par procès, pétition, requête, assignation ou autrement;

« Division de la famille » désigne la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine et comprend un juge de la Division de la famille;

« Division de première instance » désigne la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine et s’entend d’un juge de cette division;

« existant » signifie existant au moment de l’entrée en vigueur de la présente loi;

“deputy registrar” means a deputy appointed under section 61;

“existing” means existing at the commencement of this Act;

“Family Division” means the Family Division of the Court of Queen’s Bench and includes a judge of the Family Division;

“judge” means the Chief Justice of New Brunswick, the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench or any judge or supernumerary judge of the Court of Appeal or the Court of Queen’s Bench;

“judge of the Family Division” includes any other judge hearing and determining a proceeding in the Family Division;

“judgment” includes decree;

“matter” includes every proceeding in the Court not in a cause;

“oath” includes solemn affirmation and statutory declaration;

“order” includes rule;

“party” includes every person served with notice of or attending any proceeding, although not named in the record;

“petitioner” includes every person making an application to the Court either by petition, motion or summons, otherwise than as against a defendant;

“plaintiff” includes every person asking relief, otherwise than by way of counterclaim as a defendant, against any other person by any form of proceeding, whether the same is taken by suit, petition, motion, summons or otherwise;

“pleading” includes a petition or summons, or statements in writing of the claim or demand of a plaintiff, and of the defence of any defendant thereto, and of the reply of the plaintiff to a counterclaim of a defendant;

“proper officer” means an officer to be ascertained as follows:

(a) where a duty to be discharged under this Act or under the Rules is one that has been discharged by any

« fonctionnaire compétent » désigne un fonctionnaire déterminé dans les conditions qui suivent :

a) lorsqu’une fonction à remplir en application de la présente loi ou des Règles l’a été par un fonctionnaire, ce dernier continue d’être le fonctionnaire compétent chargé de remplir cette fonction,

b) lorsqu’une nouvelle fonction doit être remplie, le fonctionnaire compétent pour la remplir est le fonctionnaire qui a rempli antérieurement des fonctions de même nature ou celui que le juge en chef désigne, lorsqu’il y a lieu, pour les remplir;

« instance » comprend une action;

« juge » désigne le juge en chef du Nouveau-Brunswick, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, un juge ou un juge surnuméraire de la Cour d’appel ou de la Cour du Banc de la Reine;

« juge de la Division de la famille » comprend tout juge assurant la présidence d’une procédure engagée devant la Division de la famille;

« juge en chef » désigne le juge en chef du Nouveau-Brunswick ou le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine lorsque le sujet ou le contexte l’exige et, chaque fois que les expressions « juge en chef du Nouveau-Brunswick » ou « juge en chef », désignant le juge en chef du Nouveau-Brunswick, apparaissent dans la présente loi ou dans les Règles de procédure, ces expressions sont réputées comprendre en cas de vacance de la fonction de juge en chef du Nouveau-Brunswick ou d’absence de ce dernier, le juge puîné de la Cour d’appel qui a le plus d’ancienneté et qui n’est pas absent, et chaque fois que les expressions « juge en chef de la Cour du Banc de la Reine » ou « juge en chef » désignant le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, apparaissent dans la présente loi ou dans les Règles de procédure, ces expressions sont réputées comprendre, en cas de vacance de la fonction de juge en chef de la Cour du Banc de la Reine ou d’absence de ce dernier, le juge puîné de la Cour du Banc de la Reine qui a le plus d’ancienneté et qui n’est pas absent;

« jugement » comprend un jugement appelé « *decree* »;

« ordonnance » comprend une décision;

« partie » comprend toute personne qui reçoit signification d’un avis de comparution ou qui comparaît à une procédure, quoique son nom ne figure pas au dossier;

officer, such officer shall continue to be the proper officer to discharge the duty,

(b) where a new duty is to be discharged, the proper officer to discharge it is the officer who has previously discharged duties of a like nature, or who may from time to time be directed to discharge the duty by the Chief Justice;

“Registrar” means Registrar of the Court;

“Rules” or “Rules of Court” means the Rules of Court made under this Act and includes Forms;

“suit” includes action;

“Trial Division” means the Trial Division of the Court of Queen’s Bench and includes a judge thereof.

R.S., c.120, s.1; 1966, c.70, s.1; 1973, c.53, s.1; 1978, c.32, s.1; 1979, c.36, s.2; 1983, c.43, s.1; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48.

**1.1** Where a conflict exists between the terms used or procedures prescribed in this Act and those used or prescribed in the Rules of Court, this Act shall be construed to be consistent with the Rules of Court.

1981, c.36, s.1; 1983, c.43, s.2.

## CONSTITUTION OF COURT

**2(1)** The Supreme Court of New Brunswick as constituted before September 4, 1979, shall be continued as courts of record under the names of The Court of Appeal of New Brunswick and The Court of Queen’s Bench of New Brunswick.

**2(2)** The Court of Appeal shall consist of the Chief Justice of New Brunswick, five other judges, any former judge of the Court of Appeal who is a supernumerary judge and any former Chief Justice of New Brunswick who is a judge or a supernumerary judge.

**2(3)** The Court of Queen’s Bench shall consist of the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench, not more than twenty-five other judges, any former judge of the Court of Queen’s Bench who is a supernumerary judge and any

« plaidoirie écrite » comprend une pétition, une assignation ou un exposé écrit de la demande ou des revendications d’un demandeur et de la défense d’un défendeur, ainsi que la réponse du demandeur à une demande reconventionnelle d’un défendeur;

« question » comprend toute procédure dont la Cour est saisie, en dehors d’une cause;

« requérant » comprend toute personne formulant une demande à la Cour par voie de pétition, de requête ou d’assignation autrement que contre un défendeur;

« registraire » désigne le registraire de la Cour;

« registraire adjoint » désigne un adjoint nommé en application de l’article 61;

« Règles » ou « Règles de procédure » désigne les règles établies en vertu de la présente loi et comprend également les formules;

« serment » comprend une affirmation solennelle et une déclaration solennelle.

S.R., c.120, art.1; 1966, c.70, art.1; 1973, c.53, art.1; 1978, c.32, art.1; 1979, c.36, art.2; 1983, c.43, art.1; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48.

**1.1** En cas de conflit entre les expressions utilisées ou les procédures prescrites dans la présente loi et celles qui sont utilisées ou prescrites dans les Règles de procédure, la présente loi est interprétée conformément aux Règles de procédure.

1981, c.36, art.1; 1983, c.43, art.2.

## CONSTITUTION DE LA COUR

**2(1)** La Cour suprême du Nouveau-Brunswick telle qu’elle était établie avant le 4 septembre 1979 continue de constituer des tribunaux d’archives sous l’appellation de Cour d’appel du Nouveau-Brunswick et de Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

**2(2)** La Cour d’appel se compose du juge en chef du Nouveau-Brunswick, de cinq autres juges, de tout ancien juge de cette cour qui est juge surnuméraire et de tout ancien juge en chef du Nouveau-Brunswick qui est juge ou juge surnuméraire.

**2(3)** La Cour du Banc de la Reine se compose du juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, d’au plus vingt-cinq autres juges, de tout ancien juge de cette Cour qui est

former Chief Justice of the Court of Queen's Bench who is a judge or a supernumerary judge.

**2(4)** The Court of Queen's Bench shall consist of two divisions, namely:

- (a) the Trial Division, and
- (b) the Family Division.

**2(4.1)** Of the judges of the Court of Queen's Bench eight shall be judges of the Family Division.

**2(4.2)** A judge of the Family Division is *ex officio* a judge of the Trial Division, and the Chief Justice of the Court of Queen's Bench may from time to time direct that any judge of the Family Division hear and determine proceedings brought in the Trial Division.

**2(4.3)** The Chief Justice of the Court of Queen's Bench may hear and determine proceedings brought in the Trial Division or the Family Division and for such purposes the Chief Justice of the Court of Queen's Bench is a judge of the Trial Division or the Family Division, as the case may be.

**2(5)** For each office of judge established under subsections (2) and (3), there is the additional office of supernumerary judge that any judge of the Courts may elect to hold upon compliance with and upon meeting the qualifications under the *Judges Act*, chapter J-1 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

**2(6)** For each office of Chief Justice established under subsections (2) and (3), there is established the additional office of judge that a Chief Justice may elect to hold upon compliance with and upon meeting the qualifications under the *Judges Act*, chapter J-1 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

R.S., c.120, s.2; 1954, c.49, s.1; 1958, c.43, s.1; 1963(2nd Sess.), c.24, s.1; 1965, c.23, s.1; 1966, c.70, s.2; 1971, c.42, s.1; 1973, c.53, s.2; 1975, c.32, s.1; 1978, c.32, s.2; 1979, c.36, s.1, 3; 1981, c.36, s.2; 1982, c.34, s.1; 1983, c.43, s.3; 1985, c.32, s.1; 1987, c.6, s.48; 2001, c.29, s.2.

**3(1)** A judge of the Court of Queen's Bench or the Court of Appeal shall, as soon as may be after acceptance and before entering upon the duties of this office,

- (a) take and subscribe an oath of office, or

juge surnuméraire et de tout ancien juge en chef de cette cour qui est juge ou juge surnuméraire.

**2(4)** La Cour du Banc de la Reine est constituée de deux divisions qui sont :

- a) la Division de première instance, et
- b) la Division de la famille.

**2(4.1)** Huit des juges de la Cour du Banc de la Reine sont juges de la Division de la famille.

**2(4.2)** Un juge de la Division de la famille est de droit juge de la Division de première instance et le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine peut, de temps à autre, exiger qu'un juge de la Division de la famille entende et décide des procédures de la Division de première instance.

**2(4.3)** Le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine peut entendre et décider des procédures de la Division de première instance ou de la Division de la famille et à ces fins le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine est un juge de la Division de première instance ou de la Division de la famille, selon le cas.

**2(5)** Il est établi, pour chaque poste de juge avec application des paragraphes (2) et (3), un poste de juge surnuméraire que tout juge des Cours peut décider d'occuper après s'être conformé et avoir satisfait aux conditions posées par la *Loi sur les juges*, chapitre J-1 des Statuts révisés du Canada de 1970.

**2(6)** Il est établi, pour chaque poste de juge en chef créé en application des paragraphes (2) et (3) le poste de juge qu'un juge en chef peut décider d'occuper après s'être conformé et avoir satisfait aux conditions posées par la *Loi sur les juges*, chapitre J-1 des Statuts révisés du Canada de 1970.

S.R., c.120, art.2; 1954, c.49, art.1; 1958, c.43, art.1; 1963 (2<sup>e</sup> sess.), c.24, art.1; 1965, c.23, art.1; 1966, c.70, art.2; 1971, c.42, art.1; 1973, c.53, art.2; 1975, c.32, art.1; 1978, c.32, art.2; 1979, c.36, art.1, 3; 1981, c.36, art.2; 1982, c.34, art.1; 1983, c.43, art.3; 1985, c.32, art.1; 1987, c.6, art.48; 2001, c.29, art.2.

**3(1)** Un juge de la Cour du Banc de la Reine ou de la Cour d'appel doit, dès que possible après avoir accepté sa nomination et avant d'entrer en fonction,

- a) prêter et souscrire le serment d'office, ou

(b) make and subscribe an affirmation of office,

as follows:

“I, \_\_\_\_\_, do swear (or solemnly affirm) that I will well and truly serve our Sovereign Lady, Queen Elizabeth II, in the office of \_\_\_\_\_ and I will do right to all manner of people according to law, without fear or favour, affection or ill will. (In the case where an oath is taken add “So help me God”)”

**3(2)** The oath or affirmation shall be administered by the Lieutenant-Governor to the Chief Justice of New Brunswick, by the Chief Justice of New Brunswick to the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench and to the other judges of the Court of Appeal, and by the Chief Justice of the Court of Queen’s Bench to the other judges of the Court of Queen’s Bench.

R.S., c.120, s.3; 1978, c.32, s.3; 1979, c.36, s.4; 1983, c.4, s.11.

**4(1)** At least one judge of the Family Division or the Trial Division of the Court of Queen’s Bench shall reside in each of the following municipalities or within an area of fifty kilometres from the municipality:

- (a) The City of Saint John;
- (b) The City of Fredericton;
- (c) Moncton;
- (d) Edmundston;
- (e) City of Bathurst;
- (f) City of Campbellton;
- (g) Miramichi;
- (h) Woodstock.

**4(1.1)** Repealed: 2001, c.29, s.3.

**4(2)** The judges of the Court of Appeal, other than supernumerary judges, shall reside in the City of Fredericton or within an area of fifty kilometres from that City.

b) faire et souscrire l’affirmation d’office,

comme suit :

« Moi \_\_\_\_\_, je jure (ou j’affirme) que je servirai bien et fidèlement notre Souveraine, la Reine Elizabeth II, en ma qualité de \_\_\_\_\_ et que je rendrai justice à tous selon le droit, sans crainte, partialité ni malveillance. (Dans le cas du serment, ajouter « Que Dieu me soit en aide ») »

**3(2)** Le juge en chef du Nouveau-Brunswick prête serment ou fait une affirmation devant le Lieutenant-gouverneur, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine et les autres juges de la Cour d’appel devant le juge en chef du Nouveau-Brunswick, et les autres juges de la Cour du Banc de la Reine devant le juge en chef de cette dernière.

S.R., c.120, art.3; 1978, c.32, art.3; 1979, c.36, art.4; 1983, c.4, art.11.

**4(1)** Au moins un juge de la Division de la famille ou de la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine doit résider dans chacune des municipalités suivantes ou dans ses environs sans toutefois dépasser cinquante kilomètres de la municipalité :

- a) *The City of Saint John*;
- b) *The City of Fredericton*;
- c) Moncton;
- d) Edmundston;
- e) *City of Bathurst*;
- f) *City of Campbellton*;
- g) Miramichi;
- h) Woodstock.

**4(1.1)** Abrogé : 2001, c.29, art.3.

**4(2)** Les juges de la Cour d’Appel à l’exception des juges surnuméraires doivent avoir leur résidence dans la ville de Fredericton ou dans ses environs sans toutefois dépasser cinquante kilomètres.



**4(3)** Notwithstanding subsections (1) and (2), judges appointed immediately prior to September 4, 1979 and the judges of the former County Court of New Brunswick appointed as judges of the Court of Queen's Bench may continue to reside until their retirement in the municipality or areas in which they are resident on September 4, 1979.

R.S., c.120, s.4; 1953, c.25, s.14; 1956, c.42, s.1; 1978, c.32, s.4; 1979, c.36, s.1; 1981, c.36, s.3; 1982, c.34, s.2; 1983, c.43, s.4; 1985, c.32, s.2; 1991, c.37, s.1; 2001, c.29, s.3.

**5** The Lieutenant-Governor in Council may determine and declare the seal to be used by the Court of Appeal and the seal to be used by the Court of Queen's Bench, by which their respective proceedings shall be certified or authenticated.

R.S., c.120, s.5; 1978, c.32, s.5; 1979, c.36, s.5; 1981, c.36, s.4.

**6(1)** The Chief Justice of New Brunswick has rank and precedence over all other judges of the courts of New Brunswick.

**6(2)** The Chief Justice of the Court of Queen's Bench has rank and precedence after the Chief Justice of New Brunswick, the judges of the Court of Appeal have rank and precedence after the Chief Justice of the Court of Queen's Bench according to their seniority of appointment as judges of the Court of Appeal and the judges of the Court of Queen's Bench have rank and precedence after the judges of the Court of Appeal according to their seniority of appointment as judges of the Court of Queen's Bench.

**6(2.1)** The judges of the former County Court of New Brunswick appointed as judges of the Court of Queen's Bench shall take rank and precedence after the judges of the former Queen's Bench Division who were in office immediately prior to September 4, 1979, in accordance with their seniority of appointment as judges of the former County Court of New Brunswick, but the Chief Judge of the County Court at that time shall, notwithstanding the date of his appointment, take rank and precedence before the other judges of the former County Court of New Brunswick.

**6(3)** The judges of the Court of Queen's Bench and the Court of Appeal are *ex officio* commissioners for taking affidavits.

R.S., c.120, s.6; 1966, c.70, s.3; 1978, c.32, s.6; 1979, c.36, s.6.

**4(3)** Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), les juges nommés avant le 4 septembre 1979 et les juges de l'ancienne Cour de comté du Nouveau-Brunswick nommés juges de la Cour du Banc de la Reine peuvent continuer de résider jusqu'à leur retraite dans les municipalités ou leurs environs où ils ont déjà leur résidence au 4 septembre 1979.

S.R., c.120, art.4; 1953, c.25, art.14; 1956, c.42, art.1; 1978, c.32, art.4; 1979, c.36, art.1; 1981, c.36, art.3; 1982, c.34, art.2; 1983, c.43, art.4; 1985, c.32, art.2; 1991, c.37, art.1; 2001, c.29, art.3.

**5** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer et proclamer le sceau que doivent utiliser la Cour d'appel et la Cour du Banc de la Reine pour attester et authentifier leurs procédures respectives.

S.R., c.120, art.5; 1978, c.32, art.5; 1979, c.36, art.5; 1981, c.36, art.4.

**6(1)** Le juge en chef du Nouveau-Brunswick prend rang avant tous les autres juges des tribunaux du Nouveau-Brunswick et a préséance sur eux.

**6(2)** Le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine prend rang et a préséance après le juge en chef du Nouveau-Brunswick, les juges de la Cour d'appel prennent rang et ont préséance après le juge en chef de la cour du Banc de la Reine selon l'ancienneté de leur nomination comme juge de la Cour d'appel et les juges de la Cour du Banc de la Reine prennent rang et ont préséance après les membres de la Cour d'appel selon l'ancienneté de leur nomination comme juge de la Cour du Banc de la Reine.

**6(2.1)** Les juges de l'ancienne Cour de comté du Nouveau-Brunswick nommés juges de la Cour du Banc de la Reine prennent rang et ont préséance après les juges de l'ancienne Division du Banc de la Reine en fonction avant le 4 septembre 1979 selon l'ancienneté de leur nomination comme juges de l'ancienne Cour de comté du Nouveau-Brunswick, mais le juge en chef de l'ancienne Cour de comté en poste à cette date prend rang et a préséance, quelque soit la date de sa nomination, avant les autres juges de l'ancienne Cour de comté du Nouveau-Brunswick.

**6(3)** Les juges de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour d'appel sont de droit commissaires à la souscription des affidavits.

S.R., c.120, art.6; 1966, c.70, art.3; 1978, c.32, art.6; 1979, c.36, art.6.

7(1) Repealed: 1978, c.32, s.7.

7(2) Every action and proceeding in the Court and all business arising out of the same shall so far as is practicable and convenient be heard, determined and disposed of before a single judge, and all proceedings in an action subsequent to the hearing or trial and down to and including the final judgment or order, always excepting any proceedings on appeal or by motion for a new trial or the like, shall, so far as is practicable and convenient, be had and taken before the judge before whom the trial or hearing of the cause took place.

7(3) Any judge may, subject to the Rules of Court, exercise in court or chambers all or any part of the jurisdiction by this Act vested in the Court, in all such causes and matters and in all such proceedings in any causes and matters as before the commencement of this Act might have been heard in court or in chambers by a single judge or as may be directed or authorized to be so heard by the Rules of Court, and in all such cases any judge sitting in court shall be deemed to constitute a Court.

R.S., c.120, s.7; 1966, c.70, s.4; 1983, c.43, s.2.

7.1 Where an application is made to a judge of the Court of Queen's Bench as *persona designata* and the statute under which he acts does not provide otherwise, he has the same jurisdiction as to costs as in causes and matters in court under his ordinary jurisdiction.

1981, c.36, s.5.

7.2(1) Subject to any other Act or the Rules of Court, a judge of the Court of Queen's Bench shall deliver his or her judgment in any cause or matter within six months after hearing it.

7.2(2) At the request of a judge, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench may, in his or her discretion, after hearing a satisfactory explanation of the circumstances, extend the time in which a judgment may be delivered.

7.2(3) Where the Chief Justice extends the time under subsection (2), he or she may relieve the judge of his or her other duties until the judgment is delivered or take such other measures as the Chief Justice thinks appropriate.

2001, c.29, s.4.

7(1) Abrogé : 1978, c.32, art.7.

7(2) Toutes les actions et procédures engagées devant la Cour ainsi que toutes les opérations y relatives doivent, dans la mesure du possible et lorsque c'est opportun, être entendues, jugées et réglées par un juge unique et, exception absolue faite des procédures en appel ou par voie de requête d'une nouvelle instruction ou d'une procédure semblable, toutes les procédures relatives à une action, intentées après l'audition ou l'instruction jusqu'au jugement définitif ou l'ordonnance définitive en incluant cette dernière étape, doivent, dans la mesure du possible et lorsque c'est opportun, être soumises au juge devant lequel l'instruction ou l'audition de la cause a eu lieu.

7(3) Sous réserve des Règles de procédure, un juge peut exercer en audience publique ou en cabinet tout ou partie de la compétence dont la Cour est investie par la présente loi dans toutes les causes et questions et dans toutes les procédures y relatives qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, auraient pu être entendues en audience publique ou en cabinet par un juge seul ou dans les cas où les Règles de procédure peuvent l'ordonner ou l'autoriser et, dans tous ces cas, un juge siégeant en audience publique est censé constituer une cour.

S.R., c.120, art.7; 1966, c.70, art.4; 1983, c.43, art.2.

7.1 Lorsqu'une demande est présentée à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en qualité de *persona designata* et que la loi en vertu de laquelle il remplit ses fonctions ne s'y oppose pas, il a la même compétence en matière de frais que dans les causes et questions soumises à la Cour en vertu de sa compétence ordinaire.

1981, c.36, art.5.

7.2(1) Sous réserve de toute autre loi ou des Règles de procédure, un juge de la Cour du Banc de la Reine doit rendre son jugement dans toute cause ou question dans les six mois qui suivent son audition.

7.2(2) À la demande d'un juge, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine peut, à sa discrétion, après avoir entendu une explication satisfaisante des circonstances, proroger le délai pour rendre un jugement.

7.2(3) Lorsque le juge en chef proroge le délai en vertu du paragraphe (2), il peut libérer le juge de ses autres fonctions jusqu'à ce que le jugement soit rendu ou prendre toute autre mesure que le juge en chef estime nécessaire.

2001, c.29, art.4.

**COURT OF APPEAL**

**8(1)** The Court of Appeal shall always be open.

**8(2)** The Court of Appeal shall have and exercise appellate jurisdiction, with such original jurisdiction as may be necessary or incidental to the determining of an appeal; and shall have all the jurisdiction and powers possessed by the Court of Appeal immediately before September 4, 1979, with appellate jurisdiction in civil and criminal causes and matters, and with jurisdiction and power to hear and determine motions and appeals respecting any judgment, order or decision of any judge of the Courts.

**8(3)** Subject to subsection (3.1), an appeal to the Court of Appeal may be taken by any party from any judgment, order or decision

(a) made in the Court of Queen's Bench or by a judge thereof,

(b) made by a judge of the Court of Queen's Bench who is *persona designata* by the provisions of an Act that does not expressly deal with the matter of an appeal from that judgment, order or decision, or

(c) that is stated in any other Act as being subject to an appeal to the Court of Appeal

or from any other judgment, order or decision that might heretofore have been appealed to the Court of Appeal, and unless inconsistent with the express provisions of another Act or the Rules of Court, every appeal to the Court of Appeal shall as nearly as possible follow the procedural rules for an appeal from the Court of Queen's Bench to the Court of Appeal, and the Court of Appeal in every appeal shall have the powers, including the power to extend the time for appeal, that it has in the case of an appeal from the Court of Queen's Bench.

**8(3.1)** Where a party seeks to appeal from

(a) an interlocutory order or decision,

(b) an order or decision as to costs only,

(c) an order made with the consent of the parties,

leave to appeal must be obtained by motion to a judge of the Court of Appeal.

**COUR D'APPEL**

**8(1)** La Cour d'appel siège en permanence.

**8(2)** La Cour d'appel possède et exerce une compétence en matière d'appel en plus de la compétence en première instance qui peut être nécessaire ou accessoire pour statuer sur un appel; elle possède en outre toute la compétence et tous les pouvoirs qu'avait la Cour d'appel immédiatement avant le 4 septembre 1979 avec compétence d'appel dans les causes et questions civiles et criminelles ainsi que la compétence et le pouvoir d'entendre et juger les requêtes et les appels concernant un jugement, une ordonnance ou une décision d'un juge des Cours.

**8(3)** Sous réserve du paragraphe (3.1), une partie peut interjeter appel devant la Cour d'appel de tout jugement, de toute ordonnance ou de toute décision,

a) rendu en la Cour du Banc de la Reine ou par un de ses juges,

b) rendu par un juge de la Cour du Banc de la Reine commis comme *persona designata* par les dispositions d'une loi qui ne traite pas expressément de la question d'un appel de ce jugement ou de cette ordonnance ou décision, ou

c) dont il est indiqué dans une autre loi qu'il est susceptible d'appel devant la Cour d'appel;

elle peut également appeler de tout autre jugement, ordonnance ou décision dont elle aurait pu, avant l'adoption de la présente loi, interjeter appel devant la Cour d'appel et, sauf incompatibilité avec les dispositions expresses d'une autre loi ou des Règles de procédure, les appels portés devant la Cour d'appel doivent, autant que possible, suivre les règles de procédure applicables aux appels déferés de la Cour du Banc de la Reine à la Cour d'appel, celle-ci ayant pour chaque appel les pouvoirs, y compris celui de proroger les délais d'appel dont elle dispose en cas d'appel déferé de la Cour du Banc de la Reine.

**8(3.1)** Lorsqu'une partie désire interjeter appel

a) d'une ordonnance ou décision interlocutoire,

b) d'une ordonnance ou décision relative uniquement aux frais, ou

c) d'une ordonnance sur consentement des parties,

elle doit en obtenir la permission par voie de motion adressée à un juge de la Cour d'appel.

**8(4)** The Court of Appeal shall sit in the City of Fredericton, and may sit in other locations, at such places and times as the Court requires, all as determined by the Chief Justice subject to the Rules of Court.

**8(5)** Every appeal, motion or application to the Court of Appeal shall, unless otherwise provided in this Act or the Rules of Court, be heard before not fewer than three judges sitting together, but the death, withdrawal, resignation, removal or inability to act of a judge after the commencement of a hearing shall not affect the jurisdiction of the Court if the appeal, motion or application is finally disposed of by not fewer than two judges, in which case their determination shall have the same force and effect as if made by the whole Court.

**8(6)** It is not necessary for all the judges who have heard the argument in any case to be present in order to constitute the Court for delivering judgment in that case; and where any judge who has heard the argument is not present at the time when judgment is delivered, his judgment may be announced or read by one of the other judges, and shall have the same effect as if he were present.

**8(6.1)** Notwithstanding subsection (5), where the argument in any case has been heard before a judge and the judge is appointed to any other court or for any other reason ceases to hold office, he may at any time within six months of ceasing to hold office deliver judgment or make an order in the case, and, in a criminal proceeding, exercise any power of a judge of the Court of Appeal in such proceeding.

**8(6.2)** A judgment or order of the Court of Appeal and any order or decision of a judge of the Court in chambers may be delivered by filing it with the Registrar.

**8(7)** No judge shall sit on the hearing of an appeal from any judgment or order made by him, or on the hearing of a motion for a new trial on any cause or matter tried before him, with or without a jury.

**8(8)** Where any judge of the Court of Appeal is unable to sit or take part in consequence of the provisions of subsection (7), or from illness or any other reason, or in case of a vacancy in the Court, the Chief Justice, following consultation with the Chief Justice of the Court of Queen's Bench, may summon any judge of the Court of Queen's Bench to sit and act in the place of such other judge, or in the place of any judge whose office has become vacant, and it is the duty of any judge so summoned to attend and,

**8(4)** La Cour d'appel siège en la Cité de Fredericton, mais peut siéger en d'autres endroits, aux temps et lieux qu'elle requiert, endroits, temps et lieux que le juge en chef fixe sous réserve des Règles de procédure.

**8(5)** Les appels, requêtes ou demandes soumis à la Cour d'appel doivent, sauf disposition contraire de la présente loi ou des Règles de procédure, être entendus par au moins trois juges siégeant ensemble, mais la mort, la mise à la retraite, la démission, la révocation ou l'incapacité à exercer ses fonctions d'un juge après le début d'une audience n'affecte pas la compétence de la Cour si l'appel, la requête ou la demande sont tranchés par au moins deux juges, leur jugement a alors la même force et le même effet que s'il avait été prononcé par l'ensemble de la Cour.

**8(6)** Il n'est pas nécessaire que tous les juges qui ont entendu l'argumentation d'une affaire soient présents afin de constituer la Cour pour le prononcé du jugement en cette affaire; en cas d'absence au prononcé du jugement d'un juge qui a entendu l'argumentation, son jugement peut être donné ou lu par l'un des autres juges et a le même effet que s'il avait été présent.

**8(6.1)** Nonobstant le paragraphe (5), lorsqu'un juge, après l'audition des arguments d'une affaire, cesse d'exercer ses fonctions à la suite de sa nomination à une autre Cour ou de toute autre raison, il peut, dans les six mois d'une telle occurrence, délivrer un jugement ou rendre une ordonnance dans l'affaire qu'il a entendue, et dans une procédure criminelle, y exercer les pouvoirs d'un juge de la Cour d'appel.

**8(6.2)** Un jugement ou une ordonnance de la Cour d'appel et un jugement ou une ordonnance d'un juge de la Cour siégeant en cabinet peuvent être rendus par leur dépôt auprès du registraire.

**8(7)** Un juge ne peut siéger à l'audition de l'appel d'un jugement ou d'une ordonnance qu'il a lui-même rendus ni à l'audience d'une requête d'une nouvelle instruction dans une cause ou question qu'il a instruite avec ou sans jury.

**8(8)** En cas d'empêchement d'un juge de la Cour d'appel par suite des dispositions du paragraphe (7) ou pour cause de maladie ou pour toute autre cause ou en cas de vacance d'un poste de juge au sein de la Cour, le juge en chef ou, s'il est malade ou absent ou si son poste est vacant, le doyen des juges de la Cour après consultation avec le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, peut ordonner à un juge de la Cour du Banc de la Reine de siéger en remplacement du juge empêché ou de celui dont le poste est devenu vacant; tout juge ainsi mandé est tenu d'assu-

while so sitting and acting, that judge has all the jurisdiction, power and authority of a judge of the Court of Appeal.

**8(9)** All writs, precepts, rules, affidavits, notices and other papers and documents issued out of, or used in the Court of Appeal may be entitled, “In The Court of Appeal of New Brunswick”.

R.S., c.120, s.8; 1958, c.43, s.3; 1966, c.70, s.5; 1973, c.53, s.3; 1976, c.35, s.1; 1978, c.32, s.8; 1979, c.36, s.1, 7; 1980, c.28, s.1; 1981, c.36, s.6, 8; 1983, c.43, s.2.

### TRIAL DIVISION

**9(1)** Notwithstanding anything in the provisions of this or any other Act or the Rules of Court, the Trial Division shall have and exercise general and original jurisdiction in all causes and matters including jurisdiction in the following matters, namely:

(a) all causes and matters, civil and criminal, that were within the exclusive cognizance of the Supreme Court in the exercise of its original common law jurisdiction, before the commencement of the *Judicature Act, 1909*;

(b) all causes and matters that prior to July 1, 1966, were assigned to or cognizable by the Chancery Division;

(c) all causes and matters that prior to September 4, 1979, were within the jurisdiction of the County Court of New Brunswick; and

(d) all causes and matters that prior to September 4, 1979, were within the jurisdiction of the Queen’s Bench Division of the Supreme Court.

**9(2)** Every notice of action or other document by which any civil cause or matter is commenced in the Trial Division shall be entitled by the party issuing or taking out the same with the words “In The Court of Queen’s Bench of New Brunswick, Trial Division”.

R.S., c.120, s.10; 1966, c.70, s.7; 1978, c.32, s.9; 1979, c.36, s.1; 1983, c.43, s.2; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48.

**10(1)** The Court of Queen’s Bench shall always be open.

**10(2)** The Trial Division shall sit in each judicial district at such places and times as the business of the Court re-

mer ces fonctions et possède, pendant qu’il les remplit, les compétences, pouvoirs et attributions d’un juge de la Cour d’appel.

**8(9)** Tous les brevets, mandats, décisions, affidavits, avis et autres pièces et documents établis ou employés par la Cour d’appel peuvent porter l’en-tête « Cour d’appel du Nouveau-Brunswick ».

S.R., c.120, art.8; 1958, c.43, art.3; 1966, c.70, art.5; 1973, c.53, art.3; 1976, c.35, art.1; 1978, c.32, art.8; 1979, c.36, art.1, 7; 1980, c.28, art.1; 1981, c.36, art.6, 8; 1983, c.43, art.2.

### DIVISION DE PREMIÈRE INSTANCE

**9(1)** Nonobstant les dispositions de la présente loi, d’une autre loi ou des Règles de procédure, la Division de première instance possède et exerce sa compétence générale et de première instance dans toutes les causes et questions notamment dans les domaines suivants, à savoir :

a) dans toutes les causes et questions civiles et criminelles qui étaient du ressort exclusif de la Cour suprême dans l’exercice de sa compétence de *common law* en première instance avant la date d’entrée en vigueur de la loi intitulée « *The Judicature Act, 1909* »;

b) dans toutes les causes et questions qui, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1966, étaient attribuées à la Division de la Chancellerie ou relevaient de sa compétence,

c) dans toutes les causes et questions qui, avant le 4 septembre 1979, étaient du ressort de la Cour de comté du Nouveau-Brunswick; et

d) dans toutes les causes et questions qui, avant le 4 septembre 1979, étaient du ressort de la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême.

**9(2)** Tout avis de poursuite ou autre document par lequel une cause ou une question civile est engagée devant la Division de première instance doit porter, par les soins de la partie qui l’établit ou le fait établir, l’en-tête « Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, Division de première instance ».

S.R., c.120, art.10; 1966, c.70, art.7; 1978, c.32, art.9; 1979, c.36, art.1; 1983, c.43, art.2; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48.

**10(1)** La Cour du Banc de la Reine siège en permanence.

**10(2)** La Division de première instance siège dans chaque circonscription judiciaire aux temps et lieux que son

quires as determined by the Chief Justice subject to the Rules of Court and shall be presided over by a judge appointed to the Court of Queen's Bench.

**10(3)** Notwithstanding subsection (2), the Court of Queen's Bench shall not hold sittings in accordance with a fixed schedule but shall sit, subject to the Rules of Court, in the judicial district in which the cause or matter is commenced.

**10(4)** Repealed: 1978, c.32, s.9.

R.S., c.120, s.13; 1967, c.49, s.1; 1973, c.53, s.4; 1978, c.32, s.9; 1983, c.43, s.2.

### FAMILY DIVISION

**11(1)** In sections 11 to 11.6

“judicial district” means the judicial district in which the Family Division may exercise its jurisdiction;

“proceeding” includes any action, cause, matter petition or application.

**11(1.1)** In Schedule A

“family” includes a man and woman living together as husband and wife, whether or not married, in a permanent relationship, or the survivor of either, and includes the children of both or either, natural or adopted or to whom either stands *in loco parentis*, and any person lawfully related to any of the aforementioned persons.

**11(2)** The Chief Justice of the Court of Queen's Bench may from time to time direct that any judge of the Trial Division hear and determine proceedings brought in the Family Division and for such purposes each judge of the Trial Division is a judge of the Family Division.

**11(3)** The Family Division has the jurisdiction vested in the Trial Division.

**11(4)** Subject to subsection (5), the Family Division is constituted to hear and determine proceedings with respect to matters set out in Schedule A, and for such purposes the Family Division may also exercise the jurisdiction vested in the Court of Divorce and Matrimonial Causes, the Provincial Court of New Brunswick and The Probate Court

activité requiert et que le juge en chef fixe sous réserve des Règles de procédure, et ses séances doivent être présidées par un juge nommé ou affecté à la Cour du Banc de la Reine.

**10(3)** Nonobstant le paragraphe (2), la Cour du Banc de la Reine ne siège pas suivant un calendrier fixe mais, sous réserve des Règles de procédure, doit siéger dans la circonscription où la cause ou la question a été engagée.

**10(4)** Abrogé : 1978, c.32, art.9.

S.R., c.120, art.13; 1967, c.49, art.1; 1973, c.53, art.4; 1978, c.32, art.9; 1983, c.43, art.2.

### DIVISION DE LA FAMILLE

**11(1)** Dans les articles 11 à 11.6

« circonscription judiciaire » désigne une circonscription judiciaire où la Division de la famille peut exercer sa compétence;

« procédure » comprend toute action, cause, question, pétition ou demande.

**11(1.1)** À l'Annexe A

« famille » s'entend également d'un homme et d'une femme qui vivent ensemble à titre de mari et femme, mariés ou non, au sein d'une relation permanente, ou le survivant de l'un d'eux, et de leurs enfants ou des enfants de l'un d'eux, naturels ou adoptés ou pour lesquels l'un ou l'autre agit *in loco parentis*, et de toute personne qui est légalement reliée à une des personnes qui est mentionnée plus haut.

**11(2)** Le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine peut, à l'occasion, charger un juge de la Division de première instance d'entendre et de disposer de procédures portées devant la Division de la famille et à cette fin, chaque juge de la Division de première instance est un juge de la Division de la famille.

**11(3)** La Division de la famille a la même compétence que la Division de première instance.

**11(4)** Sous réserve du paragraphe (5), la Division de la famille est instituée pour entendre et juger les procédures qui portent sur les matières énumérées à l'Annexe A et, à ces fins, elle peut également exercer la compétence dévolue à la Cour des divorces et des causes matrimoniales, à la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick et à la Cour

of New Brunswick, and in a judge of such courts, and, without limiting the scope of the above, may exercise the jurisdiction of a court or a judge under any provision set out in Schedule B.

**11(5)** The Family Division may exercise its jurisdiction in respect of proceedings, other than by way of appeal, taken within a judicial district.

**11(6)** For the purposes of exercising jurisdiction relating to charges or other proceedings arising under

(a) Repealed: 1984, c.38, s.4.

(a.1) Repealed: 1991, c.17, s.1.

(b) the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, in respect of which a judge of the Provincial Court of New Brunswick has jurisdiction, a judge of the Family Division has the power of two or more justices of the peace sitting together and is authorized to act as a judge of the Provincial Court of New Brunswick;

(c) Repealed: 1991, c.17, s.1.

(d) Repealed: 1991, c.17, s.1.

**11(7)** All proceedings commenced in the Family Division shall be styled “In The Court of Queen’s Bench of New Brunswick, Family Division”.

**11(8)** In exercising its jurisdiction in respect of any proceeding the Family Division has, in addition to the powers and duties of a court or judge that would exercise jurisdiction but for this section, all the powers and duties of the Court of Queen’s Bench and a judge thereof.

**11(9)** The Family Division has and may exercise jurisdiction as *parens patriae*.

R.S., c.120, s.14; 1954, c.49, s.2; 1963(2nd Sess.), c.24, s.2; 1964, c.38, s.1; 1966, c.70, s.10; 1967, c.49, s.2; 1973, c.53, s.5; 1978, c.32, s.9; 1980, c.28, s.2; 1981, c.36, s.7; 1984, c.38, s.4; 1985, c.53, s.1; 1987, c.6, s.48; 1990, c.22, s.27; 1991, c.17, s.1.

**11.1(1)** The Lieutenant-Governor in Council may designate judicial districts in which the Family Division may exercise its jurisdiction.

des successions du Nouveau-Brunswick ainsi qu’à un juge de ces juridictions; et sans limiter sa compétence elle peut notamment exercer celle qu’un tribunal ou un juge tient des textes énumérés à l’Annexe B.

**11(5)** La Division de la famille peut connaître des procédures engagées dans une circonscription judiciaire, à l’exclusion de celles qui le sont par voie d’appel.

**11(6)** Pour connaître des inculpations et autres procédures résultant

a) Abrogé : 1984, c.38, art.4.

a.1) Abrogé : 1991, c.17, art.1.

b) du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, qui relèvent de la compétence d’un juge de la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick, un juge de la Division de la famille a le pouvoir de deux ou de plusieurs juges de paix siégeant ensemble et a autorité pour agir à titre de juge de la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick;

c) Abrogé : 1991, c.17, art.1.

d) Abrogé : 1991, c.17, art.1.

**11(7)** Toutes les procédures intentées devant la Division de la Famille doivent porter l’en-tête « Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, Division de la Famille ».

**11(8)** Outre les attributions du tribunal ou du juge qui serait normalement compétent si la présente loi n’était pas en vigueur, la Division de la famille possède également, lorsqu’elle exerce sa compétence dans une procédure quelconque, toutes celles de la Cour du Banc de la Reine et d’un de ses juges.

**11(9)** La Division de la famille peut intervenir en qualité de *parens patriae*.

S.R., c.120, art.14; 1954, c.49, art.2; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.24, art.2; 1964, c.38, art.1; 1966, c.70, art.10; 1967, c.49, art.2; 1973, c.53, art.5; 1978, c.32, art.9; 1980, c.28, art.2; 1981, c.36, art.7; 1984, c.38, art.4; 1985, c.53, art.1; 1987, c.6, art.48; 1990, c.22, art.27; 1991, c.17, art.1.

**11.1(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner des circonscriptions judiciaires où la Division de la famille peut exercer sa compétence.

**11.1(2)** The Family Division shall hold sittings in premises located within the judicial districts.

1978, c.32, s.9.

**11.2(1)** A civil proceeding within the jurisdiction of the Family Division may be commenced in the Family Division where any party to the proceeding resides in the judicial district in which the proceeding is commenced, or where any child with respect to whom the proceeding is taken or a decision or order is sought in the proceeding is within the judicial district.

**11.2(2)** With the consent of a judge of the Family Division and the consent of all parties to a civil proceeding, that proceeding may be commenced in the Family Division if it is within its jurisdiction, notwithstanding that subsection (1) does not apply.

**11.2(2.1)** A criminal proceeding in respect of which the Family Division has jurisdiction or a proceeding respecting an offence under a provincial statute or municipal or rural community by-law in respect of which the Family Division has jurisdiction may be commenced in the Family Division in any judicial district notwithstanding that the criminal offence or the offence under a provincial statute or municipal or rural community by-law is alleged to have been committed in another judicial district.

**11.2(3)** A judge of the Family Division may, in accordance with the regulations, order that a proceeding commenced in the Family Division be transferred to the Trial Division or to another court where, in the opinion of the judge, there is a preponderance of convenience for the proceeding to be dealt with in that Division or court.

**11.2(4)** If a proceeding that should not have been commenced in the Family Division is so commenced, a judge of the Family Division may, in accordance with the regulations, at any stage of the proceeding, order that the proceeding be transferred to the Trial Division or to another court in which the proceeding may properly be taken, and all steps taken by any party in the proceeding and all orders made therein before the transfer are valid and effectual as if they were taken or made in the Division or court in which the proceeding ought to have been commenced.

**11.2(5)** A judge of the Trial Division or of another court having jurisdiction in a proceeding that could be commenced in the Family Division, may, in accordance with

**11.1(2)** La Division de la famille siège dans des locaux situés dans les circonscriptions judiciaires.

1978, c.32, art.9.

**11.2(1)** La Division de la famille peut être saisie d'une procédure civile qui relève de sa compétence lorsque l'une des parties à la procédure a sa résidence dans la circonscription judiciaire où la procédure est engagée ou que s'y trouve un enfant à l'égard duquel la procédure est engagée ou une décision ou ordonnance demandée.

**11.2(2)** Même en cas d'inapplicabilité du paragraphe (1), la Division de la famille peut être saisie d'une procédure civile qui entre dans sa compétence si un juge qui la compose et toutes les parties à la procédure y consentent.

**11.2(2.1)** Une procédure criminelle relevant de la compétence de la Division de la famille ou une procédure concernant une infraction à une loi provinciale ou à un arrêté municipal ou de la communauté rurale relevant de la compétence de la Division de la famille peut être introduite dans toute circonscription judiciaire nonobstant le fait que l'infraction criminelle ou l'infraction à une loi provinciale ou à un arrêté municipal ou de la communauté rurale est alléguée avoir été commise dans une autre circonscription judiciaire.

**11.2(3)** Un juge de la Division de la famille peut, en se conformant aux règlements, ordonner qu'une procédure engagée devant la Division de la famille soit transmise à la Division de première instance ou à un autre tribunal si à son avis, il est plus avantageux que cette procédure y soit entendue.

**11.2(4)** En cas d'engagement devant la Division de la famille d'une procédure qui n'aurait pas dû y être intentée, un juge de cette Division peut, en se conformant aux règlements, à n'importe quel stade de la procédure, ordonner le renvoi devant la Division de première instance ou un autre tribunal où cette procédure peut être convenablement entendue; tous les actes accomplis par une partie à la procédure et toutes les ordonnances rendues à l'occasion de celle-ci avant la décision de renvoi conservent leur validité et produisent leurs effets comme s'ils avaient été accomplis ou rendus devant la Division ou le tribunal qui aurait dû être saisi.

**11.2(5)** Un juge de la Division de première instance ou d'un autre tribunal ayant compétence pour connaître d'une procédure qui pourrait être engagée devant la Division de



the regulations, order that the proceeding be transferred to the Family Division where, in the opinion of the judge, there is a preponderance of convenience for the matter to be dealt with by the Family Division.

**11.2(6)** A judge making an order under subsection (3) or (4) may give such directions for the transfer and order such costs as he considers appropriate.

1978, c.32, s.9; 1979, c.36, s.8; 1985, c.53, s.2; 2005, c.7, s.37.

**11.3(1)** Subject to any other Act, whether of the Legislature of the Province or of the Parliament of Canada, that applies to proceedings in the Family Division, a judge of the Family Division may, in whole or in part, hear a proceeding in open court or *in camera*, and in exercising his discretion the judge shall take into consideration in every case

(a) the public interest in hearing the proceeding in open court,

(b) any potential harm or embarrassment that may be caused to any person if matters of a private nature were disclosed in open court; and

(c) any representations made by the parties.

**11.3(2)** Repealed: 1979, c.36, s.8.

1978, c.32, s.9; 1979, c.36, s.8.

**11.4(1)** Upon *ex parte* application or on his own motion a judge of the Family Division may direct a family counsellor, social worker, probation officer or other person to make a report concerning any matter that, in the opinion of the judge, is a subject of the proceeding.

**11.4(2)** A person directed to make a report under subsection (1) shall file a written report with the clerk together with a copy of the report for each party to the proceeding and for the judge, and the clerk shall cause a copy of the report to be served on each party to the proceeding, and a copy to be delivered to the judge.

**11.4(2.1)** The parties to the proceeding shall pay for the costs of the report made under subsection (1) in equal portions unless the judge of the Family Division directs that one party pay the cost in total or that the parties pay the cost in unequal portions as specified by the judge.

la famille, peut, en se conformant aux règlements, ordonner le renvoi de la procédure devant la Division de la famille lorsqu'il estime qu'il serait plus commode de saisir celle-ci.

**11.2(6)** Le juge qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (3), ou (4) peut donner les instructions qu'il estime indiquées pour opérer le renvoi et statuer sur les dépens ainsi qu'il l'estime approprié.

1978, c.32, art.9; 1979, c.36, art.8; 1985, c.53, art.2; 2005, c.7, art.37.

**11.3(1)** Sous réserve de toute autre loi de la Législature du Nouveau-Brunswick ou du Parlement du Canada qui s'applique aux procédures devant la Division de la famille, un juge de cette Division peut, à sa discrétion, entendre une procédure, en tout ou en partie, à huis clos ou publiquement, compte tenu, dans chaque cas

a) de l'intérêt public si l'audience est publique;

b) du tort ou de l'embarras que risque de subir une personne si certains aspects de sa vie privée sont divulgués; et

c) des arguments de chacune des parties.

**11.3(2)** Abrogé : 1979, c.36, art.8.

1978, c.32, art.9; 1979, c.36, art.8.

**11.4(1)** À la suite d'une demande *ex parte* ou de sa propre initiative, un juge de la Division de la famille peut charger un conseiller familial, un travailleur social, un agent de probation ou toute autre personne de faire un rapport sur toute question qui, selon lui, a des liens avec la procédure.

**11.4(2)** La personne chargée de rédiger un rapport en vertu du paragraphe (1) doit déposer auprès du greffier un rapport écrit, plus une copie de ce rapport pour le juge et pour chacune des parties en cause; et le greffier doit en faire signifier une copie à chacune des parties en cause et en faire remettre une au juge.

**11.4(2.1)** Les parties en cause doivent payer les frais de préparation du rapport prévu au paragraphe (1) à parts égales, à moins que le juge de la Division de la famille n'ordonne le paiement de la totalité des frais par une des parties ou le paiement des frais à parts inégales par les parties selon les indications du juge.

**11.4(3)** Notwithstanding any rule of evidence to the contrary, the contents of a report filed under subsection (2) shall be evidence in the proceeding.

**11.4(4)** A person filing a report under subsection (2) is a competent and compellable witness.

**11.4(5)** Any party, including the party calling the person as a witness, may cross-examine the person referred to in subsection (4).

**11.4(6)** The judge may order that a report filed under subsection (2) and any cross-examination of the person making the report shall be treated as confidential and shall not form part of the public record.

1978, c.32, s.9; 1979, c.36, s.8; 1980, c.28, s.3; 1997, c.3, s.1.

**11.5** Any judgment, order or conviction made or recorded before the coming into force of this section by a judge in any proceeding that after the coming into force of this section would be within the jurisdiction of the Family Division may be dealt with and enforced by the Family Division as if it were made or recorded by the Family Division.

1978, c.32, s.9.

**11.51** Notwithstanding that under the provisions of another enactment under which a judge of the Family Division exercises jurisdiction it is provided that an appeal lies to the Court of Queen's Bench, or a judge thereof, the appeal shall be taken to the Court of Appeal in accordance with subsection 8(3) and not in accordance with that other provision.

1981, c.36, s.9.

**11.6** The Lieutenant-Governor in Council may prescribe that with respect to any judicial district only a designated portion of Schedules A and B is to apply.

1978, c.32, s.9.

**12(1)** The Chief Justice of New Brunswick shall determine the general policy of the Court of Appeal and the Court of Queen's Bench in judicial matters.

**12(2)** The Chief Justice of New Brunswick and the Chief Justice of the Court of Queen's Bench shall coordinate and apportion the work of the judges in their respective Courts

**11.4(3)** Nonobstant toutes règles contraires en matière de preuve, le contenu d'un rapport déposé en vertu du paragraphe (2) constitue une preuve dans la procédure.

**11.4(4)** La personne qui dépose le rapport en vertu du paragraphe (2) est un témoin qualifié et contraignable.

**11.4(5)** Toute partie, y compris celle qui a fait assigner la personne mentionnée au paragraphe (4) en qualité de témoin, peut la contre-interroger.

**11.4(6)** Le juge peut ordonner que le rapport déposé en vertu du paragraphe (2) et tout contre-interrogatoire de l'auteur dudit rapport soient considérés comme confidentiels et par conséquent ne fassent pas partie du dossier public.

1978, c.32, art.9; 1979, c.36, art.8; 1980, c.28, art.3; 1997, c.3, art.1.

**11.5** La Division de la famille peut, de la même manière que si elle les avaient rendus ou enregistrés elle-même, donner suite aux jugements, ordonnances ou déclarations de culpabilité rendus ou enregistrés par un juge avant l'entrée en vigueur de la présente loi dans toute procédure qui, après cette date, relèverait de sa compétence et en assurer l'exécution.

1978, c.32, art.9.

**11.51** Nonobstant toute disposition législative en vertu de laquelle un juge de la Division de la famille exerce sa compétence et qui prévoit un appel à la Cour du Banc de la Reine ou à un de ses juges, l'appel doit être interjeté devant la Cour d'appel conformément au paragraphe 8(3) et non conformément à la disposition législative mentionnée au début.

1981, c.36, art.9.

**11.6** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décider de la partie des Annexes A et B qui s'applique dans une circonscription judiciaire en particulier.

1978, c.32, art.9.

**12(1)** Le juge en chef du Nouveau-Brunswick détermine la politique générale de la Cour d'Appel et de la Cour du Banc de la Reine en matière judiciaire.

**12(2)** Le juge en chef du Nouveau-Brunswick et le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine doivent répartir et coordonner le travail des juges dans leur cour respective

and all the judges shall comply with any orders and directions of the Chief Justices relating thereto.

R.S., c.120, s.15; 1966, c.70, s.11; 1978, c.32, s.10.

**12.01(1)** For the purpose of ensuring the proper functioning of the Court, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench is responsible for the administration of the judicial responsibilities of the Court of Queen's Bench in relation to the judiciary.

**12.01(2)** In carrying out his or her duties under subsection (1) and any other provision of this Act, and without limiting the generality of that subsection or any other provision, the Chief Justice

(a) shall direct and supervise the assignment of judicial duties to individual judges and may alter those duties from time to time,

(b) shall determine the total annual, monthly and weekly workload of individual judges,

(c) may require a judge to act during the absence of another judge in the place of the judge who is absent,

(d) may designate the place where a judge is to hold sittings and the days on which he or she is to hold such sittings, and

(e) may designate the place where a judge is to establish and maintain an office.

**12.01(3)** On the appointment of a judge made after the commencement of this subsection, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench may designate the place at which the judge is to establish residence.

2001, c.29, s.6.

**12.1** A council comprised of the judges of the Court of Appeal shall, at least once in every year at a time and place fixed by the Chief Justice of New Brunswick and of which he shall give notice to the judges, assemble for the purpose of considering the operation of this Act and the Rules made under this Act.

1981, c.36, s.10.

**12.2** A council comprised of the judges of the Court of Queen's Bench shall, at least once in every year at a time and place fixed by the Chief Justice of the Court of Queen's Bench and of which he shall give notice to the

et tous les juges doivent observer les ordonnances et directives des juges en chef qui s'y rapportent.

S.R., c.120, art.15; 1966, c.70, art.11; 1978, c.32, art.10.

**12.01(1)** Pour assurer le bon fonctionnement de la Cour, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine est chargé de l'administration des responsabilités judiciaires de la Cour du Banc de la Reine relativement à la magistrature.

**12.01(2)** Dans l'exercice des fonctions que lui confèrent le paragraphe (1) et toute autre disposition de la présente loi, et sans que soit limitée la portée générale de ce paragraphe ou de toute autre disposition, le juge en chef

a) est chargé de l'assignation des fonctions judiciaires à chacun des juges et exerce une surveillance sur l'assignation, et peut modifier ces fonctions lorsqu'il y a lieu,

b) détermine l'entière charge de travail annuelle, mensuelle et hebdomadaire de chacun des juges,

c) peut requérir d'un juge qu'il remplace un autre juge durant son absence,

d) peut désigner le lieu où un juge doit siéger ainsi que les jours où il doit y siéger, et

e) peut désigner le lieu où un juge doit établir et tenir un bureau.

**12.01(3)** Lors de la nomination d'un juge faite après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine peut désigner le lieu où le juge doit établir sa résidence.

2001, c.29, art.6.

**12.1** Un conseil formé des juges de la Cour d'appel se réunit au moins une fois par an aux date, heure et lieu fixés par le juge en chef du Nouveau-Brunswick qui en avise les juges, afin d'examiner le fonctionnement de la présente loi et des règles établies sous son régime.

1981, c.36, art.10.

**12.2** Un conseil formé des juges de la Cour du Banc de la Reine se réunit au moins une fois par an aux date, heure et lieu fixés par le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine qui en avise les juges, afin d'examiner le fonction-

judges, assemble for the purpose of considering the operation of this Act and the Rules made under this Act.

1981, c.36, s.10.

**13** Special courts of oyer and terminer and general gaol delivery may be held when necessary for any judicial district, with the same powers, privileges, incidents and duties in all respects as to crimes and offences as hereinbefore provided, where such court is authorized under the written authority of the Chief Justice of the Court of Queen's Bench.

R.S., c.120, s.16; 1967, c.49, s.3; 1972, c.39, s.2; 1973, c.39, s.2; 1973, c.74, s.46; 1978, c.32, s.11.

### CHAMBERS

**14** Repealed: 1978, c.32, s.12.

R.S., c.120, s.17; 1978, c.32, s.12.

**15(1)** A judge appointed to the Court of Queen's Bench sitting in Chambers may, with the consent of the parties, hear and determine any action in that Court in which no jury is demanded, whether the action has or has not been entered for trial, and all officers who formerly attended at non-jury Circuits shall attend at Chambers upon any such trial, if required so to do by the judge.

**15(2)** A judge of the Court of Appeal, sitting in Chambers, has and may exercise the same jurisdiction in respect to matters assigned to the Court of Queen's Bench as may be exercised by a judge of the Court of Queen's Bench in Chambers.

**15(3)** Subject to subsection 8(3.1), all judgments, rules, decisions and orders given, pronounced, granted or made by a judge under subsection (1) or (2) are subject to appeal to the Court of Appeal.

R.S., c.120, s.18; 1966, c.70, s.12; 1978, c.32, s.13; 1981, c.36, s.11.

**16** The Chief Justice of the Court of Queen's Bench shall from time to time assign the judges of the Court of Queen's Bench to hold Chambers at such times and places as the Chief Justice may appoint.

R.S., c.120, s.19; 1959, c.54, s.1; 1964, c.38, s.2; 1966, c.70, s.13; 1978, c.32, s.14.

nement de la présente loi et des règles établies sous son régime.

1981, c.36, art.10.

**13** Peuvent siéger pour une circonscription judiciaire, lorsque cela s'impose, des cours extraordinaires d'*oyer and terminer and general gaol delivery*, qui ont les mêmes pouvoirs, privilèges, accessoires et fonctions à tous égards en ce qui concerne les crimes et infractions ainsi qu'il est prévu ci-dessus, lorsque la convocation de cette Cour est autorisée en vertu d'une autorisation écrite du juge en chef de la Cour du Banc de la Reine.

S.R., c.120, art.16; 1967, c.49, art.3; 1972, c.39, art.2; 1973, c.39, art.2; 1973, c.74, art.46; 1978, c.32, art.11.

### AUDIENCES EN CABINET

**14** Abrogé : 1978, c.32, art.12.

S.R., c.120, art.17; 1978, c.32, art.12.

**15(1)** Un juge nommé à la Cour du Banc de la Reine siégeant en cabinet peut, du consentement des parties, entendre et juger toute action soumise à cette Cour, pour laquelle aucun jury n'est exigé, que l'action ait été ou non mise au rôle pour être instruite et tous les fonctionnaires qui avaient précédemment assisté à des sessions de circuit sans jury doivent être présents en cabinet lors d'une telle audition, si le juge l'exige.

**15(2)** Un juge de la Cour d'appel siégeant en cabinet, possède et peut exercer dans les questions attribuées à la Cour du Banc de la Reine, la même compétence que celle qu'un juge en cabinet de cette dernière Cour peut exercer.

**15(3)** Sous réserve du paragraphe 8(3.1) tous les jugements, toutes les décisions et toutes les ordonnances que prononce, prend ou rend un juge en application des paragraphes (1) ou (2) sont susceptibles d'appel devant la Cour d'appel.

S.R., c.120, art.18; 1966, c.70, art.12; 1978, c.32, art.13; 1981, c.36, art.11.

**16** Le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine affecte, lorsqu'il y a lieu, les juges de la Cour du Banc de la Reine aux audiences en cabinet aux temps et lieux qu'il peut fixer.

S.R., c.120, art.19; 1959, c.54, art.1; 1964, c.38, art.2; 1966, c.70, art.13; 1978, c.32, art.14.

**17** Repealed: 1978, c.32, s.15.  
1966, c.70, s.14; 1978, c.32, s.15.

**18** Repealed: 1978, c.32, s.15.  
R.S., c.120, s.20; 1966, c.70, s.15; 1978, c.32, s.15.

**19** The Chief Justice of New Brunswick shall, from time to time, assign the judges of the Court of Appeal to hold Chambers.  
R.S., c.120, s.21; 1966, c.70, s.16; 1978, c.32, s.16.

#### UNFINISHED CASES

**20(1)** Where any cause or matter, or any motion, application or proceeding incidental to such cause or matter, has been partly or fully heard before any judge in the Court of Queen's Bench and the judge dies or retires or for any other reason becomes unable to finish the hearing thereof or deliver judgment therein, the Chief Justice on the application of one of the parties, on notice of motion or with the consent of all the parties, may assign another judge to rehear the same.

**20(2)** Where any cause or matter, or any motion, application or proceeding incidental to such cause or matter, has been fully heard before any judge in the Court of Queen's Bench and the judge dies or retires or for any other reason becomes unable to deliver judgment therein, the Chief Justice on the application of one of the parties, with the consent of all the parties, may assign another judge to decide the same, after re-argument, on the evidence already taken.

**20(3)** Notwithstanding subsection (1), where any criminal proceeding or any cause or matter, or any motion, application or proceeding incidental to such cause or matter, has been partly heard before any judge of the Court of Queen's Bench and the judge is appointed to any other court or for any other reason ceases to hold office, he may, at any time within six months of ceasing to hold office, exercise any power of a judge of the Court of Queen's Bench in a criminal proceeding, or complete the hearing and deliver judgment or make an order.

**20(4)** Notwithstanding subsections (1) and (2), where any criminal proceeding or any cause or matter, or any motion, application or proceeding incidental to such cause or matter, has been fully heard before any judge of the Court of Queen's Bench and the judge is appointed to any other Court or for any other reason ceases to hold office, he may, at any time within six months of ceasing to hold

**17** Abrogé : 1978, c.32, art.15.  
1966, c.70, art.14; 1978, c.32, art.15.

**18** Abrogé : 1978, c.32, art.15.  
S.R., c.120, art.20; 1960, c.70, art.15; 1978, c.32, art.15.

**19** Le juge en chef du Nouveau-Brunswick affecte lorsqu'il y a lieu les juges de la Cour d'appel aux audiences en cabinet.  
S.R., c.120, art.21; 1966, c.70, art.16; 1978, c.32, art.16.

#### AFFAIRES NON TERMINÉES

**20(1)** Lorsqu'un juge de la Cour du Banc de la Reine, qui a entendu en partie ou complètement une cause ou une question ou une requête, demande ou procédure incidente à cette cause ou question, décède, prend sa retraite ou est, pour quelque raison que ce soit, incapable de terminer l'audience ou de prononcer son jugement, le juge en chef peut, à la demande de l'une des parties, sur avis de requête ou avec le consentement de toutes les parties, désigner un autre juge pour procéder à une nouvelle audition.

**20(2)** Lorsqu'un juge de la Cour du Banc de la Reine, qui a entendu complètement une cause ou une question ou une requête, demande ou procédure incidente à cette cause ou question, décède, prend sa retraite ou est, pour quelque raison que ce soit, incapable de terminer l'audience ou de prononcer son jugement, le juge en chef peut, sur la demande de l'une des parties et du consentement de toutes les parties, désigner un autre juge qui, après une nouvelle présentation de l'argumentation, rendra une décision sur la base des éléments de preuve déjà réunis.

**20(3)** Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'un juge de la Cour du Banc de la Reine, après l'audition partielle d'une procédure criminelle, d'une cause ou question ou d'une requête, demande ou procédure incidente à cette cause ou question, cesse d'exercer ses fonctions à la suite de sa nomination à une autre Cour ou de toute autre raison, il peut, dans les six mois d'une telle occurrence, soit exercer les pouvoirs d'un juge de la Cour du Banc de la Reine dans une procédure criminelle, soit compléter l'audience et délivrer le jugement ou rendre l'ordonnance.

**20(4)** Nonobstant les paragraphes (1) et (2), lorsqu'un juge de la Cour du Banc de la Reine, après l'audition complète d'une procédure criminelle, d'une cause, ou question ou d'une requête, demande ou procédure incidente à cette cause ou question, cesse d'exercer ses fonctions à la suite de sa nomination à une autre Cour ou de toute autre raison, il peut, dans les six mois d'une telle occurrence, soit exer-

office, exercise any power of a judge of the Court of Queen's Bench in a criminal proceeding, or deliver judgment or make an order.

R.S., c.120, s.22; 1959, c.54, s.2; 1960, c.43, s.2; 1978, c.32, s.17; 1980, c.28, s.4.

### CERTAIN JURISDICTION

**21** The jurisdiction of the Court shall be exercised, so far as regards procedure and practice, in the manner provided by this Act and the Rules, or by rules and orders of the Court made pursuant to this Act, and where no special provision is contained in this Act or in the Rules, or in the rules or orders of the Court with reference thereto, it shall be exercised as nearly as may be in the same manner as it might have been exercised prior to the commencement of this Act.

R.S., c.120, s.23; 1983, c.43, s.5.

**22(1)** The Court has jurisdiction to entertain an action at the instance of either the Attorney General for Canada, or the Attorney General for the Province for a declaration as to the validity of any statute or any provision in any statute of the Legislature, though no further relief is prayed or sought.

**22(2)** A judgment in the action is appealable as other judgments of the Court.

**22(3)** In any case in which

(a) a question arises as to whether

(i) a statute or a provision of any statute of the Legislature is constitutionally valid or operative, or

(ii) a statute or a provision of any statute of the Parliament of Canada is constitutionally valid, or

(b) a question arises as to the interpretation of the *Constitution Acts* or as to whether in relation thereto any regulation or by-law made pursuant to a statute of the Legislature or the Parliament of Canada is constitutionally valid or operative,

the Attorney General for Canada and the Attorney General for the Province shall be given notice thereof and either may, if he thinks fit, intervene as a party, produce evidence and argue matters of law as well before the trial judge as before the Court of Appeal, but in no case shall costs be awarded either for or against the Crown, nor shall it be

cer les pouvoirs d'un juge de la Cour du Banc de la Reine dans une procédure criminelle, soit délivrer le jugement ou rendre l'ordonnance.

S.R., c.120, art.22; 1959, c.54, art.2; 1960, c.43, art.2; 1978, c.32, art.17; 1980, c.28, art.4.

### CERTAINES COMPÉTENCES DE LA COUR

**21** La compétence de la Cour s'exerce, en matière de procédure et de pratique, de la manière prévue par la présente loi et les Règles ou par les règles et ordonnances de la Cour établies conformément à la présente loi et, lorsque la présente loi ou les Règles ou les règles ou ordonnances de la Cour ne contiennent pas de dispositions particulières s'y rapportant, elle s'exerce, autant que possible, de la même manière qu'elle l'aurait été avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

S.R., c.120, art.23; 1983, c.43, art.5.

**22(1)** La Cour a compétence pour connaître d'une action intentée à la demande du procureur général du Canada ou du procureur général de la province afin d'obtenir une opinion déclaratoire concernant la validité d'une loi ou d'une disposition d'une loi de la Législature, quoiqu'aucun autre redressement ne soit demandé ou recherché.

**22(2)** Un jugement rendu dans une telle action est susceptible d'appel comme les autres jugements de la Cour.

**22(3)** Dans tous les cas où la question soulevée est

a) à savoir

(i) si une loi ou une disposition d'une loi de la Législature est constitutionnellement valide ou applicable; ou

(ii) si une loi ou une disposition d'une loi du Parlement du Canada est constitutionnellement valide, ou

b) à propos de l'interprétation des *Lois constitutionnelles* ou à savoir si par rapport à ces lois, les règlements ou règlements administratifs découlant d'une loi de la Législature ou du Parlement du Canada sont constitutionnellement valides ou applicables,

le procureur général du Canada et son homologue de la province doivent en être avisés et chacun peut, s'il l'estime opportun, intervenir en tant que partie, fournir des preuves et débattre des questions de droit tant devant le juge de première instance que devant la Cour d'appel mais en aucun cas, les frais et dépens ne doivent être prononcés en

necessary for the Crown to plead any matters other than its position with reference to the statutory provision involved.

R.S., c.120, s.24; 1980, c.28, s.5; 1982, c.3, s.39; 1983, c.43, s.6.

**23(1)** Important questions of law or fact touching

- (a) the interpretation of the *Constitution Acts*,
- (b) the constitutionality or interpretation of any Canadian or Provincial legislation,
- (c) the powers of the Legislature of the Province, or the Government thereof, whether or not the particular power in question has been or is proposed to be exercised, or
- (d) any other matter, whether or not in the opinion of the Court *ejusdem generis* with the foregoing enumeration, with reference to which the Lieutenant-Governor in Council sees fit to submit any such question,

may be referred by the Lieutenant-Governor in Council to the Court of Appeal for hearing and consideration, and any question touching any of the matters aforesaid, so referred by the Lieutenant-Governor in Council, shall be conclusively deemed to be an important question.

**23(2)** When any such reference is made to the Court it is the duty of the Court to hear and consider it and to answer each question so referred; and the Court shall certify to the Lieutenant-Governor in Council, for his information, its opinion upon each question, with the reasons for each answer; and such opinion shall be pronounced in like manner as in the case of a judgment upon an appeal to the said Court; and any judge who differs from the opinion of the majority shall in like manner certify his opinion and his reasons.

**23(3)** In any reference in which

- (a) a question arises as to whether
  - (i) a statute or a provision of any statute of the Legislature is constitutionally valid or operative, or

faveur ou à l'encontre de la Couronne et celle-ci reste entièrement libre de ne pas plaider les questions étrangères à sa position concernant la disposition statutaire impliquée.

S.R., c.120, art.24; 1980, c.28, art.5; 1982, c.3, art.39; 1983, c.43, art.6.

**23(1)** Les questions importantes de droit ou de fait qui intéressent

- a) l'interprétation des *Lois constitutionnelles*,
- b) la constitutionnalité ou l'interprétation d'une loi fédérale ou provinciale,
- c) les pouvoirs de la Législature de la province ou de son gouvernement, que le pouvoir particulier dont il s'agit ait ou n'ait pas été exercé, ou qu'il doive ou ne doive pas être exercé, ou
- d) toute autre matière, qu'elle soit ou non, dans l'opinion de la Cour, *ejusdem generis* que celles qui sont énumérées ci-dessus, au sujet de laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger à propos de soumettre de telles questions,

peuvent être soumises par le lieutenant-gouverneur en conseil à la Cour d'appel, pour audition et pour examen; toute question touchant l'une des matières susdites, ainsi soumis par le lieutenant-gouverneur en conseil, est péremptoirement réputée être une question importante.

**23(2)** Lorsqu'une question lui est déférée, il incombe à la Cour de l'entendre et de l'étudier et de répondre à chaque question ainsi soumise; la Cour doit communiquer au lieutenant-gouverneur en conseil, à titre d'information, son opinion sur chacune de ces questions, en donnant ses raisons à l'appui de chaque réponse; cette opinion est donnée de la même manière que dans le cas d'un jugement rendu sur appel interjeté devant la Cour et tout juge dont l'opinion diffère de celle de la majorité, doit semblablement communiquer son opinion motivée.

**23(3)** Dans tous les cas de renvoi où la question soulevée est

- a) à savoir
  - (i) si une loi ou une disposition d'une loi de la Législature est constitutionnellement valide ou applicable, ou

(ii) a statute or a provision of any statute of the Parliament of Canada is constitutionally valid,

(b) a question arises that relates to the interpretation of the *Constitution Acts* or as to whether in relation thereto any regulation or by-law made pursuant to a statute of the Legislature or the Parliament of Canada is constitutionally valid or operative, or

(c) the interpretation of any statute of the Parliament of Canada or regulation made thereunder is in question,

the Attorney General for Canada shall be notified of the hearing in order that he may be heard if he thinks fit.

**23(4)** The Court has power to direct that any person interested, or, where there is a class of persons interested, one or more persons as representatives of such class, shall be notified of the hearing upon any reference under this section and such persons are entitled to be heard thereon.

**23(5)** The opinion of the Court upon any reference, although advisory only, shall, for all purposes of appeal, be treated as a final judgment of the Court between parties.

R.S., c.120, s.24A; 1978, c.32, s.18; 1980, c.28, s.6; 1982, c.3, s.39.

**23.1** No statutory board, tribunal or commission or Crown corporation or agency shall, without the approval of the Attorney General for the Province, intervene as a party in any case before any court in Canada on

(a) a question as to whether

(i) a statute or a provision of any statute of the Legislature or the legislature of any other province is constitutionally valid or operative,

(ii) a statute or a provision of any statute of the Parliament of Canada is constitutionally valid, or

(iii) any regulation or by-law made pursuant to a statute of the Legislature or the legislature of any other province or the Parliament of Canada is constitutionally valid or operative, or

(ii) si une loi ou une disposition d'une loi du Parlement du Canada est constitutionnellement valide,

b) à propos de l'interprétation des *Lois constitutionnelles* ou à savoir si par rapport à ces lois, les règlements ou règlements administratifs découlant d'une loi de la Législature ou du Parlement du Canada sont constitutionnellement valides ou applicables, ou

c) à propos de l'interprétation d'une loi du Parlement du Canada ou d'un de ses règlements,

le procureur général du Canada doit être avisé de l'audience afin qu'il puisse s'y faire entendre s'il l'estime opportun.

**23(4)** La Cour a le pouvoir d'ordonner qu'une personne intéressée ou, si toute une catégorie de personnes est intéressée, une ou plusieurs personnes représentant cette catégorie, soient, par avis, prévenues de l'audition de toute question déferée à la Cour en vertu du présent article, et ces personnes ont le droit d'être entendues à ce sujet.

**23(5)** L'opinion de la Cour sur toute question qui lui est déferée, même si elle n'est donnée qu'à titre consultatif, est considérée pour les fins de l'appel comme un jugement définitif de la Cour rendu entre des parties à une action.

S.R., c.120, art.24A; 1978, c.32, art.18; 1980, c.28, art.6; 1982, c.3, art.39.

**23.1** Aucun office, tribunal ou commission établi par une loi, ni aucune corporation ou organisme de la Couronne ne peut, sans l'approbation du procureur général de la province, intervenir en tant que partie dans une affaire devant une cour au Canada sur

a) une question de savoir

(i) si une loi ou une disposition d'une loi quelconque de la Législature ou de la législature de toute autre province est constitutionnellement valide ou applicable,

(ii) si une loi ou une disposition d'une loi quelconque du Parlement du Canada est constitutionnellement valide, ou

(iii) si un règlement ou un règlement administratif établi conformément à une loi de la Législature ou de la législature de toute autre province ou du Parlement du Canada est constitutionnellement valide ou applicable, ou



(b) a question that relates to the interpretation of the *Constitution Acts*.

1987, c.29, s.1.

**24** The Court may, on such terms as appear just, set aside or vary at the instance of an interested party any conveyance or transfer of property, the consideration of which, in whole or in part, whether expressed in the instrument of conveyance or in a collateral agreement, is the maintenance and support of any person; but nothing done hereunder affects the title of a *bona fide* purchaser for value.

R.S., c.120, s.25.

**25** The Court, after final decree of nullity of marriage or dissolution of marriage, may at any time on application inquire into the existence of any ante-nuptial or post-nuptial settlements or agreements made on or between the parties whose marriage is the subject of decree, and may make such orders as the Court deems fit with reference to the application of the whole or a portion of the property settled, or of the income or of the benefits thereby conferred or given, either for the benefit of the children of the marriage or of their respective parents.

R.S., c.120, s.26.

#### RULES OF LAW

**26(1)** In every civil cause or matter commenced in the Court, law and equity shall be administered therein according to the rules in this section.

**26(2)** If a plaintiff or petitioner claims to be entitled to any equitable estate or right, or to relief upon any equitable ground against a deed, instrument or contract, or against any right, title or claim whatsoever, asserted by a defendant or respondent in the cause or matter, or to any relief founded on a legal right that before the commencement of *The Judicature Act, 1909* could only have been given by a court of equity, the Court and every judge thereof shall give to the plaintiff or petitioner such and the same relief as ought to have been given by the Supreme Court in Equity in a suit or proceeding for the same or the like purposes properly instituted before the commencement of the said *Judicature Act*.

b) une question se rapportant à l'interprétation des *Lois constitutionnelles*.

1987, c.29, art.1.

**24** La Cour peut, aux conditions qui lui apparaissent justes, annuler ou modifier, à la demande d'une partie intéressée, tout transfert de biens, dont la contrepartie, qu'elle ait été exprimée dans le document de transfert ou dans une convention accessoire, est constituée en totalité ou en partie par l'entretien et le soutien d'une personne, mais aucun acte accompli en vertu de la présente loi ne porte atteinte au titre d'un acheteur de bonne foi moyennant contrepartie valable.

S.R., c.120, art.25.

**25** Après avoir rendu un jugement définitif portant annulation ou dissolution d'un mariage, la Cour peut, en tout temps sur demande qui lui est faite, enquêter sur l'existence de dispositions ou conventions matrimoniales conclues avant ou après le mariage entre les parties dont le mariage fait l'objet du jugement, et elle peut rendre les ordonnances qu'elle juge utiles en ce qui concerne l'affectation de la totalité ou d'une partie des biens ayant fait l'objet d'une telle disposition, des revenus ou des avantages conférés ou donnés, soit en faveur des enfants issus du mariage, soit en faveur de leurs parents respectifs.

S.R., c.120, art.26.

#### RÈGLES DE DROIT

**26(1)** Dans toute cause ou question civile dont est saisie la Cour, la common law et l'*equity* sont appliquées selon les règles fixées au présent article.

**26(2)** Si un demandeur ou un requérant prétend être titulaire d'un droit de tenure ou autre droit en *equity*, ou avoir droit à un redressement fondé sur un moyen tiré de l'*equity* à l'encontre d'un acte scellé, instrument ou contrat ou à l'encontre d'un droit, titre de propriété ou demande, quels qu'ils soient, avancés par un défendeur ou un intimé dans cette cause ou question, ou bien prétend avoir droit à un redressement fondé sur un droit en common law qui, avant l'entrée en vigueur de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909*, n'aurait pu être accordé que par une cour d'*equity*, la Cour et chacun des juges qui la composent doivent accorder à ce demandeur ou requérant le même redressement qu'aurait pu accorder la Cour suprême en *equity* dans un procès ou une procédure régulièrement engagée pour les mêmes fins ou pour des fins similaires avant l'entrée en vigueur de ladite *Judicature Act*.

**26(3)** Subject to appeal as in other cases, the Court has power to relieve against all penalties and forfeitures, and in granting the relief to impose such terms as to costs, expenses, damages, compensation and all other matters, as the Court thinks fit.

**26(4)** If a defendant claims to be entitled to any equitable estate or right, or to relief upon any equitable ground against a deed, instrument or contract, or against any right, title or claim asserted by a plaintiff or petitioner in such cause or matter, or alleges any ground of equitable defence to a claim of the plaintiff or petitioner in the cause or matter, the Court and every judge thereof shall give to every equitable estate, right or ground of relief so claimed, and to every equitable defence so alleged, such and the same effect by way of defence against the claim of the plaintiff or petitioner as the Supreme Court in Equity ought to have given if the same or the like matters had been relied on by way of defence in any suit or proceeding instituted in the Court for the same or the like purposes before the commencement of *The Judicature Act, 1909*.

**26(5)** The Court and every judge thereof may grant to a defendant, in respect of any equitable estate or right, or other matter of equity, and also in respect of any legal estate, right or title claimed or asserted by him, all such relief against any plaintiff or petitioner as the defendant has properly claimed by his pleading and as the Court, or any judge thereof, might have granted in any suit instituted for that purpose by the same defendant against the same plaintiff or petitioner; and also all such relief relating to or connected with the original subject of the cause or matter, and in like manner claimed against any other person, whether already a party to the same cause or matter, or not, who has been duly served with notice in writing of such claim pursuant to any Rule of Court, or any order of the Court that might properly have been granted against such person if he had been a defendant to a cause duly instituted by the same defendant for the like purpose; and every person served with any such notice shall thenceforth be deemed a party to the cause or matter, with the same rights in respect of his defence against such claim as if he had been duly sued in the ordinary way by the defendant.

**26(3)** À charge d'appel comme dans d'autres cas, la Cour a le pouvoir d'accorder un redressement contre toutes les pénalités ou confiscations et, ce faisant, elle peut fixer les conditions qu'elle estime convenir pour les dépens, frais, dommages-intérêts, dédommagements et toutes les autres questions.

**26(4)** Si un défendeur prétend être titulaire d'un droit de tenure ou autre droit en *equity* ou avoir droit à un redressement fondé sur un moyen tiré de l'*equity* à l'encontre d'un acte scellé, instrument ou contrat ou à l'encontre d'un droit, titre de propriété ou demande avancés par un demandeur ou requérant ou s'il oppose un moyen de défense tiré de l'*equity* à une demande du demandeur ou requérant dans la cause ou la question, la Cour et chacun des juges qui la composent doivent donner à tout droit de tenure ou autre droit en *equity* réclamé, à toute demande de redressement fondée sur un moyen tiré de l'*equity* et à toute défense invoquée en *equity* les mêmes effets comme moyens de défense opposés à la demande du demandeur ou du requérant que si ceux-ci ou les questions semblables avaient été invoquées en défense dans un procès ou une procédure engagée devant la Cour pour les mêmes fins ou des fins similaires avant l'entrée en vigueur de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909*.

**26(5)** La Cour et chacun des juges qui la composent peuvent accorder à un défendeur, relativement à un droit de tenure ou autre droit en *equity* ou à toute autre question d'*equity* et aussi relativement à un droit de tenure ou autre droit ou titre en common law que ce défendeur réclame ou allègue, à l'encontre d'un demandeur ou requérant, le redressement que le défendeur a régulièrement demandé par ses plaidoiries écrites et que la Cour ou un de ses juges aurait pu accorder dans un procès engagé à cet effet par le même défendeur contre le même demandeur ou requérant, la Cour et l'un de ses juges peuvent également accorder le redressement se rapportant ou se rattachant à l'objet original de la cause ou de la question et demandé de la même manière contre un tiers, qu'il soit ou non déjà partie à la même cause ou question, auquel a été régulièrement signifié un avis écrit de la demande conformément à toute Règle de la Cour ou à toute ordonnance de la Cour qui aurait pu être régulièrement accordée contre ce tiers s'il avait été défendeur à une cause régulièrement engagée par le même défendeur pour les mêmes fins; toute personne à laquelle a été signifié un tel avis est alors réputée être partie à la cause ou question et jouir des mêmes droits de défense contre cette demande que si elle avait été régulièrement poursuivie de la façon ordinaire par le défendeur.

**26(6)** The Court and every judge thereof shall recognize and take notice of all equitable estates, titles and rights, and all equitable duties and liabilities appearing incidentally in the course of any cause or matter, in the same manner in which the Supreme Court in Equity would have recognized and taken notice of the same in any suit or proceeding duly instituted therein before the commencement of *The Judicature Act, 1909*.

**26(7)** No cause or proceeding, at any time pending in the Court, shall be restrained by injunction or by an order on judicial review, but every matter of equity on which an injunction against the prosecution of any such cause or proceeding might have been obtained either unconditionally or on any terms or conditions, if *The Judicature Act, 1909* had not been enacted, may be relied on by way of defence thereto; but nothing herein disables the Court from directing a stay of proceedings in any cause or matter pending before it, if it sees fit; and any person, whether a party or not to any such cause or matter, who would have been entitled, if *The Judicature Act, 1909* had not been enacted, to apply to any Court to restrain the prosecution thereof, or who may be entitled to enforce, by attachment or otherwise, any judgment, decree, rule or order, contrary to which all or any part of the proceedings in the cause or matter have been taken, is at liberty to apply to the Court by motion in a summary way, for a stay of proceedings in such cause or matter either generally or so far as may be necessary for the purposes of justice; and the Court shall thereupon make such order as is just.

**26(8)** Subject to the aforesaid provisions for giving effect to equitable rights and other matters of equity in manner aforesaid, and to the other express provisions of this Act, the Court and every judge thereof shall recognize and give effect to all legal claims and demands, and all estates, titles, rights, duties, obligations and liabilities existing by the common law or created by any statute, in the same manner as the same would have been recognized and given effect to by the Supreme Court, either at law or in equity, if *The Judicature Act, 1909* had not been enacted.

**26(9)** The Court in the exercise of the jurisdiction vested therein by this Act in every cause or matter pending before the Court has power to grant, and shall grant, either absolutely or on such reasonable terms and conditions as to the

**26(6)** La Cour et chacun des juges qui la composent doivent reconnaître et admettre d'office tous les droits ou titres de propriété en *equity* ainsi que tous les devoirs et toutes les obligations d'*equity* surgissant incidemment dans le cours d'une action ou question, de la même manière selon laquelle la Cour suprême en *equity* les auraient reconnus et admis d'office dans un procès ou une procédure régulièrement engagée avant l'entrée en vigueur de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909*.

**26(7)** Il ne peut être fait défense par voie d'injonction ou par une ordonnance en révision de poursuivre une cause ou procédure pendante devant la Cour; mais toute question d'*equity* qui, si la loi intitulée *The Judicature Act, 1909* n'avait pas été édictée, aurait permis d'obtenir contre la poursuite d'une telle cause ou procédure une injonction pure et simple ou assortie de conditions peut être invoquée en défense contre cette cause ou procédure; mais aucune disposition de la présente loi n'empêche la Cour d'ordonner la suspension des procédures dans une cause ou question dont elle est saisie si elle estime cette mesure à propos; qu'elle soit ou non partie à une telle cause ou question, toute personne qui aurait eu le droit, si la loi intitulée *The Judicature Act, 1909* n'avait pas été édictée, de demander à une Cour d'interdire la poursuite de cette cause ou question ou qui peut avoir le droit de faire exécuter, par voie de contrainte par corps ou de toute autre manière, un jugement, une décision ou une ordonnance, auxquels s'oppose tout ou partie des procédures engagées dans la cause ou question, a la faculté de demander à la Cour, par voie de requête selon la procédure sommaire, une suspension des procédures dans cette cause ou question, soit de nature générale, soit dans la mesure qui peut s'imposer pour les fins de la justice; la Cour doit alors rendre l'ordonnance qui convient.

**26(8)** Sous réserve des dispositions susdites tendant à donner effet aux droits en *equity* et autres questions d'*equity* de la façon susdite et sous réserve également des autres dispositions expresses de la présente loi, la Cour et chacun des juges qui la composent doivent reconnaître toutes les demandes et réclamations en common law et tous les droits de tenure, titres, devoirs, obligations et responsabilités existant de par la common law ou créés par une loi et leur donner effet de la même manière que la Cour suprême les aurait reconnus ou leur aurait donné effet soit en common law, soit en *equity*, si la loi intitulée *The Judicature Act, 1909* n'avait pas été édictée.

**26(9)** Dans l'exercice de la compétence que la présente loi lui attribue à cet égard dans toute cause ou question dont elle est saisie, la Cour a le pouvoir d'accorder et doit accorder, soit purement et simplement, soit aux conditions

Court seems just, all such remedies whatsoever as any of the parties thereto may appear to be entitled to in respect of any and every legal or equitable claim properly brought forward by them respectively in such cause or matter, so that as far as possible all matters so in controversy between the said parties respectively, may be completely and finally determined, and all multiplicity of legal proceedings concerning any of such matters avoided.

R.S., c.120, s.28; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48.

**27(1)** In the administration by the Court of the assets of any person who has died since the commencement of *The Judicature Act, 1909*, or who may die after the commencement of this Act, and whose estate may prove to be insufficient for the payment in full of his debts and liabilities, and in the winding-up under the *Winding-Up Act* of any company whose assets may prove to be insufficient for the payment of its debts and liabilities and the costs of winding-up, the same rule shall prevail and be observed as to the respective rights of secured and unsecured creditors, and as to debts and liabilities provable and as to the valuation of annuities and future and contingent liabilities respectively as may be in force for the time being under the *Bankruptcy Act* of Canada with respect to the estates of persons adjudged bankrupt; and all persons who in any such case would be entitled to prove for and receive dividends out of the estate of any such deceased person, or out of the assets of any such company, may come in under the judgment or order for the administration of such estate, or under the winding-up of such company, and make such claims against the same as they may respectively be entitled to.

**27(2)** Where the personal estate is insufficient for the payment of the debts in the administration of the assets of any deceased person, the Court or a judge may direct a sale of the real estate or that it be leased or mortgaged for that purpose and may give such directions in regard thereto as the Court or a judge may think expedient.

R.S., c.120, s.29; 1986, c.4, s.28.

**28** An estate for life without impeachment of waste shall not confer or be deemed to have conferred upon the tenant for life any legal right to commit waste of the description known as equitable waste unless an intention to confer that right expressly appears by the instrument creating such estate.

R.S., c.120, s.30.

raisonnables qu'elle estime justes, tous les recours auxquels toute partie à cette cause ou question paraît avoir droit relativement à toute demande, en *equity* ou en common law, que cette partie a régulièrement porté devant elle dans cette cause ou question afin, autant que possible, de régler définitivement et complètement toutes les questions en litige entre ces parties et d'éviter la multiplicité des procédures juridiques à l'égard de ces questions en litige.

S.R., c.120, art.28; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48.

**27(1)** Lorsque la Cour administre l'actif d'une personne qui est décédée après l'entrée en vigueur de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909* ou qui décède après l'entrée en vigueur de la présente loi et dont les biens peuvent s'avérer insuffisants pour acquitter intégralement ses dettes et engagements et lorsqu'elle liquide, en vertu de la *Loi sur la liquidation des compagnies*, une compagnie dont l'actif peut s'avérer insuffisant pour acquitter ses dettes et engagements ainsi que les frais de liquidation, il y a lieu de faire prévaloir et d'observer, en ce qui concerne les droits respectifs des créanciers garantis et non garantis, les dettes et engagements prouvables et l'évaluation des rentes et des engagements futurs et éventuels, la même règle que celle qui peut être en vigueur à l'époque considérée en vertu de la *Loi sur la faillite* du Canada en ce qui concerne l'actif des personnes déclarées en faillite; toutes les personnes qui, dans un tel cas, auraient le droit de prouver leurs créances et de recevoir des dividendes sur les biens de cette personne décédée ou sur l'actif d'une telle compagnie peuvent être admis à prendre part en vertu du jugement ou de l'ordonnance portant administration de ces biens ou en vertu de la liquidation de cette compagnie et elles peuvent faire valoir contre ces biens ou cet actif les créances dont elles peuvent être respectivement titulaires.

**27(2)** Lorsque les biens personnels ne suffisent à régler les dettes lors de l'administration de l'actif d'une personne décédée, la Cour ou un juge peut ordonner que les biens réels de cette personne soient vendus, donnés à bail ou hypothéqués à cette fin et ils peuvent donner les directives y relatives qu'ils estiment à propos.

S.R., c.120, art.29; 1986, c.4, art.28.

**28** Un droit de tenure viagère sans interdiction de dégradations ne confère pas ou n'est pas réputé avoir conféré au propriétaire viager un droit en common law de commettre des dégradations connues sous le nom de « dégradations en *equity* » sauf si une intention de conférer ce droit ressort expressément de l'instrument créant ce droit de tenure.

S.R., c.120, art.30.

**29** There is no merger by operation of law only of an estate the beneficial interest in which would not be deemed to be merged or extinguished in equity.

R.S., c.120, s.31.

**30** A mortgagor entitled for the time being to the possession or receipt of rents and profits of any land, as to which no notice of intention to take possession or to enter into the receipt of the rents and profits thereof has been given by the mortgagee, may sue for such possession, or sue or distrain for the recovery of such rents or profits, or to prevent or to recover damages in respect of any trespass or other wrong relative thereto, in his own name only unless the cause of action arises upon a lease or other contract made by him jointly with any other person, and in that case he may sue or distrain jointly with the other person.

R.S., c.120, s.32.

**31** An absolute assignment by writing under the hand of the assignor, not purporting to be by way of charge only, of a debt or other legal chose in action, of which express notice in writing has been given to the debtor, trustee or other person from whom the assignor would have been entitled to receive or claim the debt or chose in action, shall be and be deemed to be effectual in law, subject to all equities that would have been entitled to priority over the right of the assignee if this Act had not passed, to pass and transfer the legal right to such debt or chose in action from the date of such notice, and all legal and other remedies for the same, and the power to give a good discharge for the same, without the concurrence of the assignor; but if the debtor, trustee, or other person liable in respect of such debt or chose in action, had notice that such assignment is disputed by the assignor or any one claiming under him, or of any other opposing or conflicting claim to such debt or chose in action, he is entitled, if he thinks fit, to call upon the several persons making claim thereto to interplead concerning the same or he may, if he thinks fit, pay the same into the Court upon obtaining a judge's order therefor to abide the determination of the Court in respect thereof.

R.S., c.120, s.33.

**29** Il n'y a confusion par le seul effet de la common law, d'un droit de tenure sur lequel existe un droit bénéficiaire que dans les cas où ce droit bénéficiaire aurait été considéré comme étant confondu ou éteint en *equity*.

S.R., c.120, art.31.

**30** Un débiteur hypothécaire qui a droit, à l'époque considérée, à la possession ou à la réception des loyers et profits d'un bien-fonds peut, en l'absence de toute notification par le créancier hypothécaire de son intention d'en prendre lui-même possession ou de les recevoir, agir en justice pour se faire attribuer la possession, ou agir en justice ou opérer une saisie pour recouvrer ces loyers ou profits, pour prévenir toute violation du droit de propriété ou tout acte illicite y relatif ou pour recouvrer des dommages-intérêts en réparation de cette violation ou de cet acte illicite, en son propre nom sauf que si la base d'action découle d'un bail ou de tout autre contrat qu'il a conclu conjointement avec une autre personne, il peut agir en justice ou opérer une saisie conjointement avec cette personne.

S.R., c.120, art.32.

**31** Une cession pure et simple d'une créance ou de tout autre droit incorporel existant en common law, faite par écrit et signée par le cédant, qui n'a pas uniquement pour objet de constituer une charge et dont il doit être donné notification formelle par écrit au débiteur, au fiduciaire ou à toute autre personne de laquelle le cédant aurait eu le droit de recevoir la créance ou le droit incorporel ou à laquelle il aurait eu le droit de recevoir la créance ou le droit incorporel ou à laquelle il aurait eu le droit de les réclamer, a et est réputée avoir pour effet en common law à charge des droits en *equity* qui auraient primé le droit du cessionnaire si la présente loi n'avait pas été adoptée, d'opérer transfert du droit existant en common law sur cette créance ou ce droit incorporel à compter de la date de cette notification, de tous les recours en common law ou autres les concernant ainsi que du pouvoir de donner une libération valable à leur égard sans le concours du cédant; mais si le débiteur, le fiduciaire ou toute autre personne tenue de cette dette ou de ce droit incorporel avait connaissance que cette cession était contestée par le cédant ou un de ses ayants droit ou avait connaissance de toute autre demande opposée ou contradictoire à l'égard de cette créance ou de ce droit incorporel, il a le droit, s'il l'estime à propos, d'inviter les différents demandeurs à engager une procédure d'*interpleader* à cet égard ou il peut, s'il l'estime opportun, consigner au greffe de la Cour après avoir obtenu une ordonnance à cet effet du juge, la créance ou le

**32** Stipulations in contracts as to time or otherwise, which would not before the commencement of *The Judicature Act, 1909* have been deemed in a Court of Equity to be or to have become of the essence of such contracts, shall receive in the Court the same construction and effect as they would heretofore have received in Equity.

R.S., c.120, s.34.

**33** An order on judicial review or an injunction may be granted or a receiver appointed by an interlocutory order of the Court in all cases in which it appears to the Court to be just or convenient that the order should be made; and any such order may be made either unconditionally or upon such terms and conditions as the Court thinks just; and if an injunction is asked, either before or at or after the hearing of any cause or matter, to prevent a threatened or apprehended waste or trespass, such injunction may be granted, if the Court thinks fit, whether the person against whom the injunction is sought is, or is not, in possession under any claim of title or otherwise, or, if out of possession, does or does not claim under any colour of title a right to do the act sought to be restrained, and whether the estates claimed by both or either of the parties are legal or equitable; but without the leave of the Attorney General no injunction shall be applied for that, if granted, would delay or prevent the construction or operation of any manufacturing or industrial plant on the ground that the discharge from such plant is injurious to some other interest.

R.S., c.120, s.35; 1981, c.6, s.1; 1986, c.4, s.28.

**34(1)** In this section

(a) “*ex parte* injunction” means an *ex parte* interim injunction to restrain any person from doing any act in connection with an industrial dispute, and

(b) “industrial dispute” means a dispute as defined in the *Industrial Relations Act*.

droit incorporel qui recevront l'affectation dont décidera la Cour.

S.R., c.120, art.33.

**32** Les stipulations de contrats relatives aux délais ou à d'autres questions qui, avant l'entrée en vigueur de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909*, n'auraient pas été considérées par une cour d'*equity* comme des clauses essentielles de ces contrats, seront interprétées et appliquées par la Cour comme elles l'auraient été en *equity* avant l'adoption de la présente loi.

S.R., c.120, art.34.

**33** Il peut être accordé une ordonnance en révision ou une injonction ou être nommé un séquestre par une ordonnance interlocutoire de la Cour dans tous les cas où celle-ci estime juste ou opportun d'en rendre une; cette ordonnance peut être pure et simple ou être assortie des conditions et modalités que la Cour estime justes; si une injonction est demandée, soit avant, soit pendant, soit après l'audition d'une cause ou question, pour prévenir une dégradation ou une violation du droit de propriété imminente ou qu'il y a lieu de craindre, l'injonction peut être accordée si la Cour l'estime à propos, que la personne contre laquelle elle est demandée soit ou ne soit pas en possession en vertu d'un titre de propriété qu'elle fait valoir, ou en une autre qualité ou, si elle n'est pas en possession, fait ou ne fait pas valoir, en vertu d'un titre de propriété apparent, le droit d'accomplir l'acte dont l'interdiction est demandée et, que les droits de tenure revendiqués par les deux ou l'une ou l'autre des parties existent en common law ou en *equity*; mais il ne peut être demandé, sans l'autorisation du procureur général, une injonction qui, si elle était accordée, aurait pour effet de retarder ou d'empêcher la construction et l'exploitation d'un établissement manufacturier ou industriel au motif que les rejets provenant d'un tel établissement causent un préjudice à d'autres intérêts.

S.R., c.120, art.35; 1981, c.6, art.1; 1986, c.4, art.28.

**34(1)** Dans le présent article

a) « injonction *ex parte* » désigne une injonction provisoire *ex parte* visant à empêcher une personne d'accomplir un acte relativement à un différend industriel, et

b) « différend industriel » désigne un différend selon la définition qu'en donne la *Loi sur les relations industrielles*.

**34(2)** No *ex parte* injunction shall be granted unless the Court or a judge is satisfied that

(a) a breach of the peace, injury to the person or damage to property has occurred and is likely to be continued, and

(b) reasonable notification, by telephone or otherwise, of the application has been given by the applicant at the earliest possible time to any person or labour organization sought to be restrained, or that notification could not reasonably have been given.

**34(2.1)** For the purpose of paragraph (2)(b),

(a) where the person sought to be restrained is a labour organization or a member of a labour organization notification is effectively given if given to an agent or officer of that organization, and

(b) where the person sought to be restrained is not a member of a labour organization notification is effectively given if posted in a conspicuous place in the immediate area of the act sought to be restrained.

**34(2.2)** Any person receiving notification of an application for an *ex parte* injunction may attend and make representations in respect of the application, but notwithstanding such notification or attendance an injunction issued pursuant to the application shall, for purposes of subsections (3), (4) and (5), be deemed to have been made *ex parte*.

**34(3)** An *ex parte* injunction

(a) shall not be for a longer period than four days,

(b) shall expire at the end of the period for which it was granted, and

(c) shall prohibit only acts that have been expressly complained of on the application and the order shall not be in terms broader than the circumstances require.

**34(4)** Where an *ex parte* injunction has been granted that is subject to this section, the judge who granted that injunction shall not grant another *ex parte* injunction based

**34(2)** Il ne doit être accordé d'injonction *ex parte* que si la Cour ou un juge est convaincu

a) qu'une violation de la paix, des dommages corporels ou des dommages matériels se sont produits et se continueront vraisemblablement, et

b) que le requérant a donné, dans le plus bref délai possible, une notification raisonnable de sa demande, par téléphone ou autrement, à toute personne ou organisation ouvrière à l'égard de laquelle il demande l'injonction ou que la notification ne pouvait raisonnablement avoir été donnée.

**34(2.1)** Pour l'application de l'alinéa (2)b),

a) lorsque la personne à l'égard de laquelle une injonction est demandée est une organisation ouvrière ou un membre d'une organisation ouvrière, la notification est valablement donnée si elle a été faite à un représentant ou dirigeant de cette organisation, et

b) lorsque la personne à l'égard de laquelle une injonction est demandée n'est pas un membre d'une organisation ouvrière, la notification est valablement donnée si elle a été faite par voie d'affiche placée à un endroit bien en vue à proximité immédiate de l'acte dont on demande l'interdiction.

**34(2.2)** Toute personne qui reçoit notification d'une demande d'injonction *ex parte* peut comparaître et faire des observations sur cette demande, mais nonobstant cette notification ou comparution, une injonction décernée à la suite de la demande est réputée l'avoir été *ex parte* pour l'application des paragraphes (3), (4) et (5).

**34(3)** Une injonction *ex parte*

a) est accordée pour une période de quatre jours au plus,

b) expire à la fin de la période pour laquelle elle est accordée, et

c) n'interdit que les actes dont une partie s'est plainte expressément dans sa demande et l'ordonnance ne doit pas être libellée en des termes dépassant les besoins de la situation.

**34(4)** Lorsqu'a été accordée une injonction *ex parte* soumise aux dispositions du présent article, le juge qui l'a accordée ne peut accorder une autre injonction *ex parte*

only on the evidence that was used in support of the application for the *ex parte* injunction that was granted.

**34(5)** Every affidavit used in support of an application for an *ex parte* injunction under this section shall be confined to facts within the personal knowledge of the deponent, and the Court may require *viva voce* evidence in addition to affidavits.

1956, c.42, s.2; 1971, c.42, s.2; 1974, c.23(Supp.), s.1.

**35(1)** A trade union, a council of trade unions, an employer and an employers' organization, as defined in the *Industrial Relations Act*, are legal entities capable of suing and being sued.

**35(2)** No representative action in tort shall be brought against members of a trade union as defined in the *Industrial Relations Act*.

1971, c.42, s.3.

**36(1)** No prerogative writ of *certiorari*, *mandamus*, prohibition or *quo warranto*, and no order of *certiorari*, *mandamus* or prohibition, shall be issued in any proceeding commenced after the coming into force of this section.

**36(2)** Any remedy that could have been given by way of

(a) a prerogative writ of *certiorari*, *mandamus*, prohibition or *quo warranto*, or

(b) an order of *certiorari*, *mandamus* or prohibition,

may be given by way of an order on judicial review as provided by the Rules of Court.

**36(3)** In any enactment a reference to a writ of *certiorari*, *mandamus*, prohibition or *quo warranto*, or to an order of *certiorari*, *mandamus* or prohibition shall be construed as a reference to an order on judicial review authorized by the Rules of Court.

fondée seulement sur les éléments de preuve qui avaient été invoqués à l'appui de la première demande de l'injonction *ex parte* accordée.

**34(5)** Tout affidavit appuyant une demande d'injonction *ex parte* en application du présent article doit se limiter aux faits dont le déclarant a une connaissance personnelle et la Cour peut en outre exiger une preuve par témoignage oral.

1956, c.42, art.2; 1971, c.42, art.2; 1974, c.23(Supp.), art.1.

**35(1)** Un syndicat, un conseil syndical, un employeur et une organisation d'employeurs, selon la définition que la *Loi sur les relations industrielles* donne de ces expressions, constituent des entités juridiques capables d'ester en justice.

**35(2)** Un délit civil ne peut donner lieu à une action de portée générale contre les membres d'un syndicat selon la définition qu'en donne la *Loi sur les relations industrielles*.

1971, c.42, art.3.

**36(1)** Aucun bref de prérogative de *certiorari*, de *mandamus*, de prohibition ou de *quo warranto* et aucune ordonnance de *certiorari*, de *mandamus* ou de prohibition ne peuvent être décernés dans des procédures intentées après l'entrée en vigueur du présent article.

**36(2)** Un recours qui aurait pu être accordé par voie

a) d'un bref de prérogative de *certiorari*, de *mandamus*, de prohibition ou de *quo warranto*, ou

b) d'une ordonnance de *certiorari*, de *mandamus* ou de prohibition,

peut l'être par voie d'une ordonnance de révision prévue par les Règles de procédure.

**36(3)** La mention d'un bref de *certiorari*, de *mandamus*, de prohibition ou de *quo warranto* ou d'une ordonnance de *certiorari*, de *mandamus* ou de prohibition dans un texte législatif doit être interprétée comme étant une mention d'une ordonnance de révision autorisée par les Règles de procédure.



**36(4)** No action or proceeding shall be commenced or prosecuted against any person in respect of anything done in obedience to an order on judicial review.

1964, c.38, s.3; 1971, c.42, s.3; 1981, c.36, s.12; 1983, c.43, s.7.

**37** Where any person neglects or refuses to comply with a judgment or order directing him to execute any conveyance, contract or other document or to indorse any negotiable instrument, the Court may, on such terms and conditions, if any, as may be just, order that such conveyance, contract or other document shall be executed or that such negotiable instrument shall be indorsed by such person as the Court may nominate for that purpose; and in such case the conveyance, contract, document or instrument so executed or indorsed shall operate and be for all purposes available as if it had been executed or indorsed by the person originally directed to execute or indorse it.

R.S., c.120, s.36.

**38** In questions relating to the custody and education of minors, the rules of equity shall prevail.

R.S., c.120, s.37; 1986, c.4, s.28.

**39** Generally, in all matters not hereinbefore particularly mentioned, in which there is any conflict or variance between the rules of equity and the rules of the common law with reference to the same matter, the rules of equity shall prevail.

R.S., c.120, s.38.

**40** The several rules of law enacted and declared by this Act shall be in force and receive effect in all Courts in New Brunswick, so far as the matters to which such rules relate are cognizable by such Courts.

R.S., c.120, s.39.

#### ABOLITION OF TERMS

**41(1)** The legal year shall not be divided into Terms so far as relates to the administration of justice; and there shall not be Terms applicable to any Sittings or business of the Court; but in all cases in which, under the law existing at the time of the passing of *The Judicature Act, 1909*, the Terms into which the legal year was divided are used as a measure for determining the time at or within which any act is required to be done, the same may continue to be referred to for the same or the like purpose, unless and until provision is otherwise made by any lawful authority.

**36(4)** Aucune action ou procédure ne peut être intentée ou exercée contre une personne à raison d'un acte accompli conformément à une ordonnance de révision.

1964, c.38, art.3; 1971, c.42, art.3; 1981, c.36, art.12; 1983, c.43, art.7.

**37** Lorsqu'une personne néglige ou refuse de se conformer à un jugement ou à une ordonnance lui enjoignant de passer un acte de transfert, un contrat ou tout autre document ou d'endosser un effet négociable, la Cour peut, aux conditions qu'elle peut éventuellement fixer et qu'elle estime justes, ordonner qu'il y soit procédé par la personne qu'elle désigne à cet effet; dans ce cas, l'acte de transfert, le contrat ou le document ou l'instrument passé ou l'effet négociable endossé produit ses effets et peut être invoqué à toutes fins utiles comme s'il avait été passé ou endossé par la personne qui avait primitivement reçu l'ordre de le passer ou de l'endosser.

S.R., c.120, art.36.

**38** Dans les questions relatives à la garde et à l'éducation des mineurs, les règles de l'*equity* l'emportent.

S.R., c.120, art.37; 1986, c.4, art.28.

**39** En règle générale, les règles de l'*equity* l'emportent dans toutes les questions qui n'ont pas été spécifiquement mentionnées dans les articles précédents lorsqu'il y a conflit ou divergence entre elles et celles de la common law sur un même point.

S.R., c.120, art.38.

**40** Les diverses règles de droit édictées et reconnues par la présente loi ont force obligatoire et produisent leurs effets devant tous les tribunaux du Nouveau-Brunswick, en autant que les questions auxquelles ces règles se rapportent relèvent de la compétence de ces tribunaux.

S.R., c.120, art.39.

#### ABOLITION DES TERMES

**41(1)** L'année judiciaire n'est pas divisée en termes pour ce qui est de l'administration de la justice et ces termes ne s'appliquent pas non plus aux sessions ou travaux de la Cour; mais dans tous les cas où les termes en lesquels l'année judiciaire était divisée servaient, selon le droit en vigueur au moment de l'adoption de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909*, à déterminer la date à laquelle ou le délai dans lequel un acte devait être accompli, ces termes continuent de servir pour ces mêmes et semblables fins sauf disposition contraire d'une autorité législative.

**41(2)** Subject to the Rules of Court, the Court and the judges thereof have power to sit and act at any time and place for the transaction of any part of the business of the Court, or of such judges, or for the discharge of any duty that by any statute, or otherwise, is required to be discharged.

**41(3)** Repealed: 1978, c.32, s.19.

R.S., c.120, s.40; 1978, c.32, s.19; 1983, c.43, s.2.

**42** Repealed: 1978, c.32, s.20.

R.S., c.120, s.41; 1959, c.54, s.3; N.B. Reg. 65-24; 1966, c.70, s.17; 1978, c.32, s.20.

### VERDICT

**43(1)** Upon a trial by jury, where the Court or the presiding judge otherwise directs, it is not lawful for the jury to give a general verdict; but it is the duty of the jury to give a special verdict, if the Court or presiding judge so directs; unless the Court or the presiding judge otherwise directs, the jury may give either a general or a special verdict.

**43(2)** This section does not apply to actions of libel.

R.S., c.120, s.42.

**44(1)** Upon a trial by jury, in any case except an action for libel, the judge, instead of directing the jury to give either a general or special verdict, may direct the jury to answer any questions of fact stated to them by the judge for the purpose; and in such case, the jury shall answer the questions, and shall not give a verdict, and on the findings of the jury upon the questions that they answer, the judge shall enter a verdict, and the verdict so entered shall be as effectual as if it had been the verdict of the jury; and on the trial of any such case, counsel may require the judge to submit to the jury any pertinent or relevant question raised by any of the issues or necessary to be answered by the jury in order to have a complete determination of all matters involved in the case, and in the event of the judge refusing to put to the jury any question so required by counsel to be submitted, such refusal may be used as a ground for a new trial.

**44(2)** In actions for malicious prosecution, the judge shall decide all questions both of law and of fact necessary for determining whether or not there is reasonable and probable cause.

R.S., c.120, s.43.

**41(2)** Sous réserve des Règles de procédure, la Cour et les juges qui la composent ont le pouvoir de siéger et d'agir en tout temps et en tout lieu en vue d'expédier toute partie des affaires de la Cour ou de ces juges ou de remplir toute fonction prescrite par une loi ou autrement.

**41(3)** Abrogé : 1978, c.32, art.19.

S.R., c.120, art.40; 1978, c.32, art.19; 1983, c.43, art.2.

**42** Abrogé : 1978, c.32, art.20.

S.R., c.120, art.41; 1959, c.54, art.3; Règl. du N.-B. 65-24; 1966, c.70, art.17; 1978, c.32, art.20.

### VERDICT

**43(1)** Lors d'un procès avec jury, il n'est pas permis au jury de rendre un verdict général lorsque la Cour ou le juge qui préside en décide autrement, mais le jury a l'obligation de rendre un verdict particulier si la Cour ou le juge qui préside en décide ainsi; sauf instruction contraire de la Cour ou du juge qui préside, le jury peut prononcer soit un verdict général, soit un verdict particulier.

**43(2)** Le présent article ne s'applique pas aux actions pour libelle.

S.R., c.120, art.42.

**44(1)** Lors d'un procès avec jury, dans tous les cas sauf dans une action pour libelle, le juge peut ordonner au jury de répondre aux questions de fait qu'il lui soumet au lieu de lui ordonner de rendre un verdict général ou particulier; dans ce cas, le jury doit répondre aux questions et ne doit pas rendre le verdict et, sur la base des conclusions du jury en réponse aux questions, le juge rend un verdict qui est aussi valide que si le jury l'avait rendu. Lors d'un tel procès, l'avocat peut demander au juge de soumettre au jury toute question pertinente ou utile, qui est soulevée par tout point en litige ou à laquelle une réponse du jury est nécessaire pour régler complètement toutes les questions de ce cas et, si le juge refuse de soumettre au jury une question ainsi que l'avocat l'y invite, ce refus peut être invoqué pour demander un nouveau procès.

**44(2)** Dans les actions fondées sur une poursuite abusive, le juge doit trancher toutes les questions de droit et de fait nécessaires afin de décider s'il existe ou non une cause raisonnable et probable.

S.R., c.120, art.43.

**INTEREST**

**45(1)** In any proceedings for the recovery of any debt or damages, the Court may order that there shall be included in the sum for which judgment is given interest on the whole or any part of the debt or damages for the whole or any part of the period between the date when the cause of action arose and the date of judgment.

**45(2)** Subsection (1) applies in respect of causes of action arising after the coming into force of that subsection; and all causes of action arising prior to the coming into force of subsection (1) shall be governed by the applicable law prior to the coming into force of that subsection.

1973, c.53, s.6.

**46(1)** Subject to subsection (2) and unless otherwise ordered by the Court, a verdict or judgment bears interest at the rate fixed by the Rules of Court from time to time from the time of the rendering of the verdict or of the giving of the judgment, as the case may be, notwithstanding that the entry of judgment upon the verdict or upon the giving of the judgment has been suspended by any proceedings in the action whether in the Court in which the action is pending or on appeal.

**46(2)** Where the Court has made an order under subsection 45(1) for interest at a specified rate or rates on the whole or any part of the debt or damages for the whole of the period between the date when the cause of action arose and the date of judgment or for a part thereof ending on the date of judgment, the whole or such part or parts of the debt or damages shall, subject to any order as to interest made on any appeal or appeals, continue to bear interest at the same rate or rates until the final determination of any appeal or appeals taken in the action and the judgment shall be deemed to include the amount of interest accrued under this section and shall bear interest in accordance with subsection (1) from the date of the final determination of any appeal or appeals.

**46(3)** Subsection (1) applies in respect of any verdict or judgment delivered after the coming into force of that subsection, notwithstanding that the cause of action with respect to which the verdict or judgment is delivered arose before the coming into force of that subsection, and any verdict or judgment delivered prior to the coming into force of that subsection shall be governed by the applicable law prior thereto.

**INTÉRÊTS**

**45(1)** Dans toute procédure intentée en vue de recouvrer une créance ou des dommages-intérêts, la Cour peut ordonner que soient inclus dans la somme au paiement de laquelle le jugement condamne, les intérêts couvrant tout ou partie de la créance ou des dommages-intérêts pendant tout ou partie de la période courant de la date à laquelle la cause d'action a pris naissance et la date du jugement.

**45(2)** Le paragraphe (1) s'applique aux causes d'action qui ont pris naissance après son entrée en vigueur; toutes les causes d'action antérieures à l'entrée en vigueur du paragraphe (1) sont régies par le droit qui était applicable avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

1973, c.53, art.6.

**46(1)** Sous réserve du paragraphe (2) et sauf ordonnance contraire de la Cour, les sommes au paiement desquelles un verdict ou jugement condamne, portent intérêt au taux fixé par les Règles de procédure, modifié à l'occasion, à partir de la date du prononcé du verdict ou jugement selon le cas nonobstant le fait que l'inscription faisant suite au verdict ou jugement ait été suspendue par des procédures entamées devant la Cour où l'action est en instance ou en appel.

**46(2)** Lorsque la Cour a rendu une ordonnance en vertu du paragraphe 45(1) fixant l'intérêt à un ou plusieurs taux déterminés pour l'ensemble ou une partie de la dette ou des dommages pendant toute la période courant de la date où la cause d'action a pris naissance jusqu'à celle du jugement, ou pendant toute partie de cette période se terminant à la date du jugement, le tout ou partie ou parties de la dette ou des dommages doit, sous réserve de toute ordonnance relative à l'intérêt rendue en appel, continuer de porter intérêt à un ou aux mêmes taux jusqu'à la décision définitive de tout appel dans la cause et le jugement, qui est réputé comprendre le montant d'intérêt couru en vertu du présent article, doit porter intérêt conformément au paragraphe (1) à partir de la date de décision définitive en appel.

**46(3)** Le paragraphe (1) s'applique à tout verdict ou jugement délivré après son entrée en vigueur même si la cause de l'action au sujet de laquelle un verdict ou un jugement a été délivré, a pris naissance avant l'entrée en vigueur au présent paragraphe; et tout verdict ou jugement délivré antérieurement à l'entrée en vigueur du présent paragraphe est régi par la loi qui était alors en vigueur.

**46(4)** Subsection (2) applies in respect of appeals taken after the coming into force of that subsection in respect of causes of action arising on or after October 1, 1973.

R.S., c.120, s.46; 1980, c.28, s.7; 1983, c.43, s.2.

### **MONEY IN CONTROL OF COURT**

**47** Subject to the provisions of section 48, all money subject to the control of the Court shall be paid into the hands of such person or be invested in such securities as any judge directs; and all increase thereof shall be added to the principal and distributed therewith to the person entitled to the same.

R.S., c.120, s.47.

**48(1)** When any money is, during the pendency of any suit or proceeding in the Court, ordered to be paid into Court or to any officer thereof, to be subject wholly or in part to the further order or judgment of the Court, the same, or so much thereof as may be subject to such further order or judgment, shall be forthwith paid to the Registrar, and all such money so received by the Registrar, whether from such other officer to whom the same may be paid in the first instance, or otherwise, shall be by him forthwith deposited with the Minister of Finance, who shall give a receipt therefor to be filed by the Registrar.

**48(2)** The Minister of Finance shall hold all money received by him under the provisions of this section subject to the order or decree of the Court, and no money so received by him shall be drawn out except by the order of a judge, countersigned by the Registrar; and no such order shall be made unless it is first certified to the judge by the Registrar that such money has been duly deposited with the Minister of Finance and payment of all such money by the Minister of Finance shall be by warrant in the usual manner.

**48(3)** The Minister of Finance shall keep a separate account of the money paid in to the credit of each cause, and shall allow upon all such money as remains on deposit with him or her more than six months interest in accordance with the regulations from the time when such money has been paid to him or her under the provisions of this Act.

**46(4)** Le paragraphe (2) s'applique aux appels interjetés après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, pour les causes d'action qui ont pris naissance à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1973.

S.R., c.120, art.46; 1980, c.28, art.7; 1983, c.43, art.2.

### **ARGENT SOUS LA GARDE DE LA COUR**

**47** Sous réserve des dispositions de l'article 48, toutes les sommes d'argent devant être confiées à la garde de la Cour doivent être versées entre les mains de la personne ou être investies dans les valeurs mobilières que le juge désigne, et toute augmentation de la somme s'ajoute au principal et est remise à la personne qui y a droit.

S.R., c.120, art.47.

**48(1)** Lorsqu'il est ordonné, au cours d'une instance ou procédure pendante devant la Cour, de consigner au greffe de la Cour ou entre les mains d'un fonctionnaire de cette Cour une somme d'argent qui doit faire, en tout ou en partie, l'objet de l'ordonnance ou du jugement ultérieur de la Cour, cette somme ou la fraction qui peut faire l'objet de cette ordonnance ou de ce jugement ultérieur doit immédiatement être versée au registraire qui doit déposer sans délai toutes ces sommes qu'il a ainsi reçues, qu'elles proviennent de cet autre fonctionnaire auquel elles peuvent être versées en premier lieu ou d'une autre source, entre les mains du ministre des Finances qui doit en donner un reçu qui est versé au dossier par le registraire.

**48(2)** Le ministre des Finances doit garder toutes les sommes qu'il reçoit en application des dispositions du présent article sous réserve de l'ordonnance ou du jugement de la Cour et les sommes qu'il a ainsi reçues ne peuvent être retirées que sur l'ordonnance d'un juge contresignée par le registraire; cette ordonnance ne peut être rendue que si le registraire a d'abord certifié au juge que la somme d'argent a été dûment déposée entre les mains du ministre des Finances et le versement de toute somme d'argent par le ministre des Finances se fait par mandat de la manière habituelle.

**48(3)** Le ministre des Finances doit tenir une comptabilité distincte des sommes versées au crédit de chaque cause et il doit accorder sur toutes les sommes qui demeurent plus de six mois entre ses mains des intérêts conformément aux règlements à partir de la date où le versement lui a été fait en application des dispositions de la présente loi.

**48(4)** The Court shall, from time to time, make such Orders as may be necessary to carry out the provisions of this section.

R.S., c.120, s.48; 1966, c.70, s.18; O.C.68-516; 1973, c.53, s.7; 1983, c.43, s.8; 1986, c.4, s.28; 2007, c.7, s.1.

**49** Repealed: 1978, c.32, s.21.

R.S., c.120, s.49; 1964, c.38, s.4; 1978, c.32, s.21.

**50** Repealed: 1978, c.32, s.21.

N.B. Reg. 65-24; 1966, c.70, s.17; 1978, c.32, s.21.

**51** Repealed: 1978, c.32, s.21.

1973, c.53, s.8; 1978, c.32, s.21.

#### MASTERS

**52** Repealed: 1986, c.4, s.28.

R.S., c.120, s.50; 1966, c.70, s.20; 1982, c.3, s.39; 1986, c.4, s.28.

**53** Repealed: 1986, c.4, s.28.

R.S., c.120, s.51; 1978, c.32, s.22; 1982, c.3, s.39; 1985, c.41, s.7; 1986, c.4, s.28.

**54** Repealed: 1986, c.4, s.28.

R.S., c.120, s.52; 1986, c.4, s.28.

**55** Repealed: 1986, c.4, s.28.

R.S., c.120, s.53; 1986, c.4, s.28.

**56** Repealed: 1986, c.4, s.28.

R.S., c.120, s.54; 1986, c.4, s.28.

#### REGISTRAR AND OTHER COURT PERSONNEL

1994, c.25, s.1.

**57(1)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint a fit and proper person to be the Registrar of both the Court of Appeal and the Court of Queen's Bench, who shall have his office in Fredericton, and such information as may be required pursuant to the Rules of Court respecting all actions commenced in the Court of Queen's Bench shall be filed or recorded in that office.

**48(4)** La Cour doit prendre, lorsqu'il y a lieu, les ordonnances qui s'imposent pour appliquer les dispositions du présent article.

S.R., c.120, art.48; 1966, c.70, art.18; D.C.68-516; 1973, c.53, art.7; 1983, c.43, art.8; 1986, c.4, art.28; 2007, c.7, art.1.

**49** Abrogé : 1978, c.32, art.21.

S.R., c.120, art.49; 1964, c.38, art.4; 1978, c.32, art.21.

**50** Abrogé : 1978, c.32, art.21.

Règl. du N.-B. 65-24; 1966, c.70, art.17; 1978, c.32, art.21.

**51** Abrogé : 1978, c.32, art.21.

1973, c.53, art.8; 1978, c.32, art.21.

#### CONSEILLERS-MAÎTRES

**52** Abrogé : 1986, c.4, art.28.

S.R., c.120, art.50; 1966, c.70, art.20; 1982, c.3, art.39; 1986, c.4, art.28.

**53** Abrogé : 1986, c.4, art.28.

S.R., c.120, art.51; 1978, c.32, art.22; 1982, c.3, art.39; 1985, c.41, art.7; 1986, c.4, art.28.

**54** Abrogé : 1986, c.4, art.28.

S.R., c.120, art.52; 1986, c.4, art.28.

**55** Abrogé : 1986, c.4, art.28.

S.R., c.120, art.53; 1986, c.4, art.28.

**56** Abrogé : 1986, c.4, art.28.

S.R., c.120, art.54; 1986, c.4, art.28.

#### REGISTRAIRE ET AUTRE PERSONNEL DE LA COUR

1994, c.25, art.1.

**57(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer à titre de registraire de la Cour d'appel et de la Cour du Banc de la Reine une personne qualifiée et compétente qui tiendra greffe à Fredericton; doivent être déposés du notés au greffe tous les renseignements relatifs à toutes les actions engagées devant la Cour du Banc de la Reine, dont le dépôt est prescrit par les Règles de procédure.

**57(2)** The offices of the Registrar, clerks and administrators shall be closed on

- (a) holidays as defined in the *Interpretation Act*,
- (b) Saturdays, and
- (c) any other days observed as holidays within the public service of the Province.

R.S., c.120, s.55; 1955, c.56, s.1; 1978, c.32, s.23; 1983, c.43, s.2; 1989, c.19, s.2.

**58** The Registrar shall be a barrister of the Court of not less than ten years standing and shall not be allowed to practise in any Court; but where the Registrar is also Deputy Attorney General he may practise as Deputy Attorney General in any Court on the business only of the Province.

R.S., c.120, s.56; 1981, c.6, s.2.

**59** The Registrar shall discharge all such duties as are similar or of a like nature to those discharged before the commencement of *The Judicature Act, 1909* by the Clerk of the Pleas, the Clerk in Equity, the Clerk of the Crown and the King's Remembrancer; he shall attend all Sessions and Sittings of the Court of Appeal, and shall keep the records and minutes thereof; he shall sign and seal all processes of the Court, draw all orders, decrees and judgments thereof, and tax all bills of costs where taxation is necessary.

R.S., c.120, s.57.

**60(1)** The Registrar may transact all such business and exercise all such jurisdiction as may be transacted or exercised by the Court or a judge of the Court, in respect to the following proceedings and matters:

- (a) granting leave for service out of the jurisdiction of a notice of action; ordering substituted or other service or the substitution of notice for service and perfecting service of notices of action; and enlargement of time for filing notices of action;
- (b) judgment in default of appearance or pleadings in all actions, and in all proceedings arising therefrom, or in connection therewith.

**60(2)** If any matter appears to the Registrar to be proper for the decision of the Court or a judge, he may refer the same to the Court or a judge, who may either dispose of

**57(2)** Le greffe ainsi que les bureaux des greffiers et administrateurs sont fermés

- a) les jours fériés tels que définis dans la *Loi d'interprétation*;
- b) les samedis, et
- c) tous autres jours que le service public de la province observe comme jours fériés.

S.R., c.120, art.55; 1955, c.56, art.1; 1978, c.32, art.23; 1983, c.43, art.2; 1989, c.19, art.2.

**58** Le registraire doit être un avocat de la Cour inscrit depuis au moins dix ans au barreau et il ne lui est pas permis d'exercer devant les tribunaux, mais lorsque le registraire est également procureur général adjoint, il peut exercer ses fonctions de procureur général adjoint devant tout tribunal pour les affaires de la province uniquement.

S.R., c.120, art.56; 1981, c.6, art.2.

**59** Le registraire doit remplir toutes les fonctions qui sont similaires ou semblables à celles qu'exerçaient avant l'entrée en vigueur de la loi intitulée *The Judicature Act, 1909*, le *Clerk of the Pleas*, le *Clerk in Equity*, le *Clerk of the Crown* et le *King's Remembrancer*; il doit assister à toutes les sessions et séances de la Cour d'appel, tenir les dossiers et les procès-verbaux, signer et sceller tous les actes de procédure de la Cour, établir toutes les ordonnances et tous les jugements de celle-ci ainsi que taxer tous les mémoires de frais lorsque cette opération s'impose.

S.R., c.120, art.57.

**60(1)** Le registraire peut expédier toutes les affaires et exercer la compétence que la Cour ou un juge de la Cour peut respectivement expédier ou exercer dans les procédures et questions suivantes :

- a) accorder l'autorisation de signifier un avis de poursuite en dehors de son ressort, ordonner le recours à la signification substitutive ou à tout autre mode de signification ou la substitution d'un avis à la signification et parfaire la signification d'avis de poursuite, ainsi que proroger le délai de dépôt des avis de poursuite;
- b) prononcer un jugement pour défaut de comparaître ou de plaider dans toutes les actions et dans toutes les procédures en découlant ou s'y rattachant.

**60(2)** Le registraire peut, lorsque cela lui semble opportun, soumettre une question à la décision de la Cour ou d'un juge, qui peuvent soit trancher la question, soit la

the matter or refer the same back to the Registrar with such directions as they or he thinks fit.

**60(3)** Every order or decision made or given by the Registrar is as valid and binding on all parties concerned as if the same had been made or given by the Court or a judge, but any person affected by an order or decision of the Registrar may appeal therefrom to the Court or a judge having jurisdiction over the matter, which appeal shall be by notice of motion setting forth the grounds of objection and served within six days after the decision complained of and two clear days before the day fixed for hearing the same, or served within such other time as may be allowed by any judge or the Registrar.

**60(4)** The Registrar has power to administer oaths and perform such other duties as are assigned to him under this Act or by the Rules.

**60(5)** The Registrar shall supervise the clerks appointed under section 68 in the exercise of their duties under this Act.

R.S., c.120, s.58; 1973, c.53, s.9, 10; 1978, c.32, s.25; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48.

**60.1** The Lieutenant-Governor in Council may appoint such other officers as he considers necessary for the proper administration of the Courts, and such officers shall perform and exercise such duties, powers and authority prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, the regulations or the Rules of Court.

1978, c.32, s.26; 1983, c.43, s.2.

**61** The Lieutenant-Governor in Council may appoint deputy registrars who shall be under the direction of the Registrar.

R.S., c.120, s.59, 60; 1960-61, c.51, s.1; 1973, c.53, s.11.

**62(1)** The Registrar shall designate in writing one or more deputy registrars to be the person or persons charged with the execution, during the Registrar's absence from his office, of the powers and duties of the Registrar under

(a) this Act, the regulations and the Rules of Court, and

(b) any other Act or regulation made thereunder.

renvoyer au registraire avec les instructions qu'ils estiment appropriées.

**60(3)** Les ordonnances ou décisions rendues par le registraire ont la même validité et le même caractère obligatoire pour toutes les parties intéressées que si elles avaient été rendues par la Cour ou par un juge, mais toute personne affectée par une ordonnance ou une décision du registraire peut en appeler devant la Cour ou un juge compétent pour connaître de la question; cet appel se fait par la voie d'un avis de requête exposant les motifs d'opposition, qui doit être signifié, soit dans les six jours de la décision attaquée et deux jours francs avant la date fixée pour l'audience, soit dans tel autre délai que peut accorder un juge ou le registraire.

**60(4)** Le registraire a le pouvoir de faire prêter les serments et d'exercer les autres fonctions qui lui sont assignées en application de la présente loi ou par les Règles.

**60(5)** Le registraire exerce une surveillance sur les greffiers nommés en application de l'article 68 dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

S.R., c.120, art.58; 1973, c.53, art.9, 10; 1978, c.32, art.25; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48.

**60.1** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il l'estime nécessaire pour la bonne administration des tribunaux, nommer d'autres fonctionnaires qui doivent remplir et exercer les fonctions et pouvoirs que leur confient le lieutenant-gouverneur en conseil, les règlements et les Règles de procédure.

1978, c.32, art.26; 1983, c.43, art.2.

**61** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des registraires adjoints qui relèveront de l'autorité du registraire.

S.R., c.120, art.59, 60; 1960-61, c.51, art.1; 1973, c.53, art.11.

**62(1)** Le registraire doit désigner par écrit un ou plusieurs registraires adjoints pour exercer en son absence les fonctions et pouvoirs que lui confèrent

(a) la présente loi, les règlements et les Règles de procédure, et

(b) toute autre loi, ou tout règlement établi en vertu de cette autre loi.

**62(2)** The Registrar may designate in writing one or more

- (a) deputy registrars,
- (b) administrators, or
- (c) clerks

to be the person or persons charged with the execution of the powers and duties of the Registrar under

- (d) this Act, the regulations and the Rules of Court, and
- (e) any other Act or regulation made thereunder,

when the Registrar considers such a designation to be appropriate and necessary.

**62(3)** A written designation under subsection (1) or (2) is effective for the period stated therein but, where no period has been stated, it shall be effective until revoked by the Registrar.

R.S., c.120, s.61; 1960-61, c.51, s.2; 1973, c.53, s.12; 1980, c.28, s.9; 1985, c.32, s.3.

**62.1(1)** The Registrar may authorize in writing any person employed in the office of the Registrar, in the office of any clerk or in the office of any administrator to provide certified copies of documents filed with the Court.

**62.1(2)** A written authorization under subsection (1) is effective for the period stated in the authorization unless revoked by the Registrar before the expiration of the period and when no period is stated, the written authorization is effective until revoked by the Registrar or the person ceases to be employed in the position that was held by the person at the time of the Registrar's authorization.

**62.1(3)** Proof of the making of an authorization under subsection (1) may be made by a certificate purporting to be signed by the Registrar naming the person authorized in the authorization and the period of time for which the authorization is effective.

**62.1(4)** A document that purports to be a certificate of the Registrar under subsection (3) may be adduced in evidence and when so adduced is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the statements in the certificate

**62(2)** Le registraire peut désigner par écrit un ou plusieurs

- a) registraires adjoints,
- b) administrateurs, ou
- c) greffiers

pour exercer les fonctions et pouvoirs que lui confèrent

- d) la présente loi, les règlements et les Règles de procédures, et
- e) toute autre loi, ou tout autre règlement établi en vertu de cette autre loi,

lorsqu'il estime cette désignation appropriée et nécessaire.

**62(3)** La désignation écrite visée aux paragraphes (1) ou (2) est valable pendant la période qui y est prévue et, à défaut de celle-ci, jusqu'à la révocation de cette désignation par le registraire.

S.R., c.120, art.61; 1960-61, c.51, art.2; 1973, c.53, art.12; 1980, c.28, art.9; 1985, c.32, art.3.

**62.1(1)** Le registraire peut autoriser par écrit toute personne employée au bureau du registraire, au bureau de tout greffier ou au bureau de tout administrateur à fournir des copies certifiées conformes de documents déposés auprès de la Cour.

**62.1(2)** L'autorisation écrite visée au paragraphe (1) est valable pendant le délai qui y est mentionné à moins que le registraire ne l'ait révoquée avant son expiration et, à défaut de toute mention du délai, jusqu'à la révocation de cette autorisation par le registraire ou jusqu'à ce que la personne cesse d'être employée au poste qu'elle occupait au moment de l'autorisation du registraire.

**62.1(3)** La preuve d'une autorisation effectuée en vertu du paragraphe (1) peut se faire au moyen d'un certificat présumé signé du registraire, indiquant le nom de la personne autorisée dans l'autorisation et le délai durant lequel l'autorisation est valable.

**62.1(4)** Un document présumé être un certificat du registraire en vertu du paragraphe (3) peut être présenté comme preuve et ainsi présenté, en l'absence de preuve contraire, il constitue une preuve des affirmations conte-



without proof of the appointment, signature or authority of the person purporting to have signed the certificate.

**62.1(5)** Where in any other Act or any regulation under any other Act the Registrar, a clerk or an administrator is authorized or required to provide certified copies of documents filed with the Court, a person authorized by the Registrar under subsection (1) may provide such certified copies.

1994, c.25, s.2.

### REPORTERS

**63** The Lieutenant-Governor in Council may appoint one or more suitable persons learned in the law to be the reporter or reporters of the opinions, decisions and judgments that may, from time to time, be given, made and pronounced by the Court of Appeal in, upon or respecting causes pending therein; and it is the duty of such reporter or reporters, by personal attendance or by any other means in his or their power, to obtain true and authentic reports of such opinions, decisions and judgments, and to publish them in such law reports as are designated by the Council of the Law Society of New Brunswick.

R.S., c.120, s.62; 1960, c.43, s.3; 1987, c.6, s.48.

**64** Section 2 of the Acts of Assembly, 6 William IV., Chapter 14, is unrepealed, which section is as follows:

“The sole liberty of printing and reprinting and publishing such reports shall be, and the same is hereby vested in and secured to the author and compiler thereof, his heirs and assigns, and if any person shall print, reprint or publish any such reports without the consent of the author and compiler or proprietor thereof, he shall be liable to an action on the case at the suit of such proprietor, in which action such proprietor shall recover double the damages he may have sustained by any such infringement of the copyright hereby secured to him.”

R.S., c.120, s.63.

**65** In addition to the duties imposed by section 63 the reporter or reporters shall report such of the opinions, decisions, judgments and decrees, which may from time to time be given, pronounced and made in the Court of Queen’s Bench, in the Court of Divorce and Matrimonial Causes, and in The Probate Court of New Brunswick, upon or respecting causes and matters pending therein, as are recommended for publication by a committee of the Law Society of New Brunswick appointed for such purpose,

nues au certificat, sans qu’il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les attributions de la personne présumée avoir signé le certificat.

**62.1(5)** Lorsque dans toute autre loi ou dans tout règlement établi en vertu de toute autre loi, un greffier ou un administrateur est autorisé ou requis de fournir des copies certifiées conformes de documents déposés auprès de la Cour, une personne autorisée par le registraire en vertu du paragraphe (1) peut fournir ces copies certifiées conformes.

1994, c.25, art.2.

### ARRÊTISTES

**63** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une ou plusieurs personnes compétentes, versées en droit, qui seront chargées de rapporter les opinions, décisions et jugements que la Cour d’appel donne, rend ou prononce dans ou concernant une cause en instance devant elle et il incombe à l’arrêviste ou aux arrêvistesses, que ce soit en étant personnellement présents ou par tout autre moyen en leur pouvoir, de recueillir et rapporter fidèlement et exactement ces opinions, décisions et jugements et de les publier dans les recueils de jurisprudence que désigne le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick.

S.R., c.120, art.62; 1960, c.43, art.3; 1987, c.6, art.48.

**64** L’article 2 des *Acts of Assembly*, 6 William IV, chapitre 14, demeure en vigueur et se lit comme suit :

« La liberté exclusive d’imprimer, de réimprimer et de publier les recueils est par les présentes dévolue et réservée à leur auteur et compilateur, à ses héritiers et ayants droit; toute personne qui imprime, réimprime ou publie les recueils sans le consentement de leur auteur et compilateur ou de leur propriétaire s’expose à une *action on the case* intentée à la diligence du propriétaire qui doit recouvrer une somme égale au double des dommages qu’il a subis en raison de la violation de son droit d’auteur garanti par le présent article. »

S.R., c.120, art.63.

**65** En plus des fonctions imposées par l’article 63, le ou les arrêvistesses doivent faire rapport, parmi les opinions, décisions et jugements que donnent, rendent ou prononcent la Cour du Banc de la Reine, la Cour des divorces et des affaires matrimoniales et la Cour des successions du Nouveau-Brunswick des causes et des questions en instance devant ces juridictions; ceux dont un comité du Barreau du Nouveau-Brunswick constitué pour cet objet recommande la publication et ces opinions, décisions et

and the same shall be included in the law reports designated by the Council of the Society under the provisions of section 63.

R.S., c.120, s.64; 1960, c.43, s.4; 1978, c.32, s.27; 1987, c.6, s.48.

**66** In addition to any profits that may arise from the publication and sale of such reports, the reporters shall together receive such remuneration as the Lieutenant-Governor in Council prescribes from the Consolidated Fund, payable in quarterly payments on the certificate of the Chief Justice of New Brunswick that such reporters have diligently performed the duties by this Act required of them, for the quarter for which payment is claimed, and the Lieutenant-Governor in Council may make a suitable division of such salary between such reporters.

R.S., c.120, s.65; 1953, c.25, s.14; 1960, c.43, s.5.

#### USHERS AND MESSENGER

**67** The Lieutenant-Governor in Council may appoint an usher and messenger of the Court of Appeal, Divorce Court and Chambers at Fredericton, and may allow him such salary as the Lieutenant-Governor in Council considers just, which salary shall be in lieu of all appropriations and fees whatever formerly payable to him as such usher and messenger and as crier.

R.S., c.120, s.66.

#### CLERKS AND ADMINISTRATORS OF THE COURT OF QUEEN'S BENCH

1983, c.43, s.9.

**68(1)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint for each judicial district of the Trial Division of the Court of Queen's Bench, a suitable person as clerk who shall perform and exercise within that judicial district all the duties, powers and authority of clerk prescribed by any Act, regulation or the Rules of Court.

**68(2)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint for each judicial district of the Family Division of the Court of Queen's Bench a suitable person as administrator, who shall perform and exercise within that judicial district all the duties, powers and authority of administrator prescribed by any Act, regulation or the Rules of Court.

jugements doivent être insérés dans les recueils de jurisprudence que désigne le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick en application des dispositions de l'article 63.

S.R., c.120, art.64; 1960, c.43, art.4; 1978, c.32, art.27; 1987, c.6, art.48.

**66** En sus des bénéfices éventuels découlant de la publication et de la vente des recueils, les arrêstistes reçoivent ensemble la rémunération que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil; cette somme doit être prélevée sur le Fonds consolidé et est payable par versements trimestriels sur l'attestation du juge en chef du Nouveau-Brunswick constatant que les arrêstistes ont accompli diligemment les fonctions que leur prescrit la présente loi pendant le trimestre pour lequel le paiement est demandé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut répartir cette somme de la manière qu'il juge convenable entre les arrêstistes.

S.R., c.120, art.65; 1953, c.25, art.14; 1960, c.43, art.5.

#### HUISSIERS ET MESSAGERS

**67** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un huissier et messenger auprès de la Cour d'appel et de la Cour des divorces ainsi que pour les audiences en cabinet à Fredericton et lui accorder le traitement qu'il estime juste en remplacement de tous les fonds et droits, quels qu'ils soient, qui lui étaient antérieurement payables en sa qualité d'huissier et de messenger ainsi que de crier.

S.R., c.120, art.66.

#### GREFFIERS ET ADMINISTRATEURS DE LA COUR DU BANC DE LA REINE

1983, c.43, art.9.

**68(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer comme greffier, pour chaque circonscription judiciaire de la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine, une personne qualifiée pour y exercer, dans les limites de cette circonscription, l'ensemble des fonctions, pouvoirs et attributions qui lui sont confiés par une loi, un règlement ou les Règles de procédure.

**68(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer comme administrateur, pour chaque circonscription judiciaire de la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine, une personne qualifiée pour y exercer, dans les limites de cette circonscription, l'ensemble des fonctions, pouvoirs et attributions qui lui sont confiés par une loi, un règlement ou les Règles de procédure.

**68(3)** Where reference is made in this Act or any regulation or the Rules of Court made hereunder, or in any other Act or any regulation made thereunder to a clerk of the Court in respect of a matter within the exclusive jurisdiction of the Family Division of the Court, then such reference shall be deemed to be a reference to the administrator of the Court and any duties, powers and authority of the clerk with regards to that matter shall be vested in the administrator.

**68(4)** An administrator appointed in accordance with section 60.1 at the time of the coming into force of this section shall be deemed to have been appointed in accordance with this section and shall be authorized to continue exercising and performing such duties, powers and authority of administrator as were prescribed by the Lieutenant-Governor in Council under section 60.1.

R.S., c.120, s.67; 1966, c.70, s.21; 1978, c.32, s.28; 1983, c.43, s.10.

**69(1)** The Attorney General may appoint deputy clerks for each judicial district of the Trial Division of the Court of Queen's Bench who may perform the duties and exercise all powers and authority of clerks during the period for which such appointment is made or, where the appointment is not for a definite period, until such appointment is countermanded, and the provisions of sections 70 and 71 apply, *mutatis mutandis*, to a deputy clerk.

**69(2)** The Attorney General may appoint deputy administrators for each judicial district of the Family Division of the Court of Queen's Bench who may perform and exercise all the duties, powers and authority of administrators during the period for which such appointment is made or, where the appointment is not for a definite period, until such appointment is countermanded, and the provisions of sections 70 and 71 apply *mutatis mutandis* to a deputy administrator.

R.S., c.120, s.68; 1966, c.70, s.22; 1978, c.32, s.29; 1983, c.43, s.11; 2006, c.16, s.94.

**70(1)** Each person appointed in accordance with subsection 68(1) shall be called "Clerk of the Trial Division of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for the Judicial District of \_\_\_\_\_" and is entitled to receive on behalf of the Province from the parties litigant the fees prescribed by the Rules of Court.

**70(2)** Each person appointed in accordance with subsection 68(2) shall be called "Administrator of the Family Division of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for the Judicial District of \_\_\_\_\_"

**68(3)** Les références faites à un greffier de la Cour dans la présente loi, dans un règlement ou dans les Règles de procédure établies en vertu de celle-ci relativement à une matière relevant de la juridiction exclusive de la Division de la famille de la Cour sont réputées faites à l'administrateur de la Cour, et ce dernier est investi des pouvoirs, fonctions et attributions du greffier en cette matière.

**68(4)** Un administrateur nommé en vertu de l'article 60.1 au moment de l'entrée en vigueur du présent article est réputé l'avoir été en vertu du présent article et il est autorisé à continuer à exercer les pouvoirs, fonctions et attributions prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 60.1.

S.R., c.120, art.67; 1966, c.70, art.21; 1978, c.32, art.28; 1983, c.43, art.10.

**69(1)** Le procureur général peut nommer, pour chaque circonscription judiciaire de la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine, des greffiers adjoints pour exercer les pouvoirs, fonctions et attributions des greffiers pendant la période pour laquelle ils sont nommés ou, si la nomination n'est pas faite pour une période fixe, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée; les articles 70 et 71 s'appliquent *mutatis mutandis* aux greffiers adjoints.

**69(2)** Le procureur général peut nommer, pour chaque circonscription judiciaire de Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine, des administrateurs adjoints pour exercer les pouvoirs, fonctions et attributions des administrateurs pendant la période pour laquelle ils sont nommés ou, si la nomination n'est pas faite pour une période fixe, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée; les articles 70 et 71 s'appliquent *mutatis mutandis* aux administrateurs adjoints.

S.R., c.120, art.68; 1966, c.70, art.22; 1978, c.32, art.29; 1983, c.43, art.11; 2006, c.16, art.94.

**70(1)** Chaque personne nommée conformément au paragraphe 68(1) porte le titre de « greffier de la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine pour la circonscription judiciaire de \_\_\_\_\_ » et a le droit de recevoir, au nom de la province, des parties au litige, les droits prescrits par les Règles de procédure.

**70(2)** Chaque personne nommée conformément au paragraphe 68(2) porte le titre d'« administrateur de la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine pour la circonscription judiciaire de \_\_\_\_\_ »

and is entitled to receive on behalf of the Province from the parties litigant the fees prescribed by the Rules of Court.

**70(3)** A clerk or an administrator shall be paid for all services performed by him such fees as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe.

R.S., c.120, s.69; 1958, c.43, s.4; 1960-61, c.51, s.3; 1966, c.70, s.23; 1973, c.53, s.13; 1978, c.32, s.30; 1980, c.28, s.10; 1983, c.43, s.12.

**71** Each person appointed under section 68 or 69 shall before entering upon the duties of his office be sworn to the true and faithful discharge of those duties before a judge of the Court and a certificate of the oath having been duly administered, signed by that judge shall be endorsed on the commission of that clerk or administrator, and the clerk or administrator shall not be deemed to be appointed until the oath is administered and the certificate thereof endorsed as aforesaid.

R.S., c.120, s.70; 1973, c.53, s.14; 1978, c.32, s.31; 1983, c.43, s.13.

**71.1** The Registrar and any deputy registrars are *ex officio* clerks and administrators for each judicial district of the Court.

1983, c.43, s.14.

### SOLICITORS

**72** Repealed: 1982, c.3, s.39.

R.S., c.120, s.72; 1982, c.3, s.39.

### CONTINGENCY FEE AGREEMENTS

**72.1** Repealed: 1996, c.89, s.115.

1978, c.32, s.32; 1980, c.28, s.11; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48; 1996, c.89, s.115.

### RULES OF COURT

**73(1)** The Lieutenant-Governor in Council may at any time amend or repeal the provisions of the Rules of Court, and may make other, further and additional Rules for carrying this Act into effect, and in particular, but without restricting the generality of such powers by enumeration, for all or any of the following matters:

(a) for regulating the fees and allowances in respect of proceedings in the Court of Appeal and the Court of Queen's Bench;

et a le droit de recevoir, au nom de la province, des parties au litige, les droits prescrits par les Règles de procédure.

**70(3)** Un greffier ou un administrateur reçoit pour tous les services qu'il fournit les droits que peut prescrire le lieutenant-gouverneur en conseil.

S.R., c.120, art.69; 1958, c.43, art.4; 1960-61, c.51, art.3; 1966, c.70, art.23; 1973, c.53, art.13; 1978, c.32, art.30; 1980, c.28, art.10; 1983, c.43, art.12.

**71** Chaque personne nommée en vertu des articles 68 ou 69 doit, avant d'exercer les fonctions de sa charge, prêter le serment de bien et fidèlement s'en acquitter devant un juge de la Cour et une mention certifiant la prestation régulière du serment, signée par le juge, doit être portée sur la commission du greffier ou de l'administrateur, qui n'est pas réputé nommé tant qu'il n'a pas prêté le serment et que la mention à cet effet n'a pas été portée sur sa commission ainsi qu'il est dit plus haut.

S.R., c.120, art.70; 1973, c.53, art.14; 1978, c.32, art.31; 1983, c.43, art.13.

**71.1** Le registraire et tout registraire adjoint sont de droit greffier et administrateur de chaque circonscription judiciaire de la Cour.

1983, c.43, art.14.

### SOLICITORS

**72** Abrogé : 1982, c.3, art.39.

S.R., c.120, art.72; 1982, c.3, art.39.

### ACCORDS D'HONORAIRES CONDITIONNELS

**72.1** Abrogé : 1996, c.89, art.115.

1978, c.32, art.32; 1980, c.28, art.11; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48; 1996, c.89, art.115.

### RÈGLES DE PROCÉDURE

**73(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut à tout moment modifier ou abroger les dispositions des Règles de procédure et il peut également établir d'autres Règles, des nouvelles Règles et des Règles supplémentaires pour donner effet à la présente loi, et en particulier pour la totalité ou une partie des questions suivantes, sans que cette énumération restreigne la portée générale de ces pouvoirs, à savoir :

a) pour régler les droits et indemnités auxquelles donnent lieu les procédures devant la Cour d'Appel et la Cour du Banc de la Reine;

- (b) respecting the pleading, practice and procedure in the Court of Appeal and the Court of Queen's Bench;
- (c) respecting the means by which particular facts may be proved and the mode in which evidence thereof may be given
- (i) on an application in any matter or proceeding relating to the distribution of funds or property, whether in Court or not, and
- (ii) on any application for directions pursuant to such Rules;
- (d) respecting the transfer of proceedings to or from the Family Division;
- (e) respecting solicitor-client fees based on a contingency fee agreement;
- (f) for hearing of appeals from the Court of Queen's Bench, the Court of Divorce and Matrimonial Causes, The Probate Court of New Brunswick or from any other courts, judges or officers;
- (g) where provisions with respect to pleading, practice or procedure are contained in any Act under which the Family Division exercises jurisdiction, for adding to or modifying such provisions to the extent that the Lieutenant-Governor in Council considers necessary to secure just and expeditious determinations of proceedings;
- (h) respecting the filing of certificates, applications, notices or any other documents required to be filed in the Court of Queen's Bench by virtue of this or any other Act, and designating the judicial district in which such shall be filed;
- (i) fixing the rate of interest a verdict or judgment is to bear;
- (j) fixing the discount rate to be used in determining the amount of an award in respect of future pecuniary damages;
- (k) respecting the use of either or both of the official languages of New Brunswick in the pleading, practice and procedure in the Court of Appeal and the Court of Queen's Bench.
- b) pour régler les débats ou plaidoiries écrites ainsi que la pratique et la procédure devant la Cour d'appel et la Cour du Banc de la Reine;
- c) pour régler les moyens par lesquels peut être rapportée la preuve de faits particuliers ainsi que le mode d'administration de leur preuve
- (i) à l'occasion d'une demande dans une question ou procédure concernant la répartition de fonds ou de biens, qu'ils aient été ou non consignés au greffe de la Cour, et
- (ii) à l'occasion d'une demande d'instructions conformément à ces Règles;
- d) pour régler le transfert des procédures devant la Division de la famille;
- e) pour régler les honoraires des avocats dans un accord d'honoraires conditionnels;
- f) pour entendre les appels des décisions de la Cour du Banc de la Reine, de la Cour des divorces et des causes matrimoniales, de la Cour des successions du Nouveau-Brunswick ou des autres tribunaux ainsi que des juges ou des fonctionnaires;
- g) pour compléter ou modifier les dispositions concernant les débats ou plaidoiries écrites, la pratique ou la procédure contenues dans toute loi, sous le régime de laquelle la Division de la Famille exerce sa compétence, dans la mesure que le lieutenant-gouverneur en conseil l'estime nécessaire pour s'assurer d'une décision juste et expéditive au sujet des procédures;
- h) pour régler le dépôt des certificats, demandes, avis ou de tous autres documents dont la présente ou toute autre loi requiert le dépôt à la Cour du Banc de la Reine et désigner la circonscription judiciaire où le dépôt doit se faire;
- i) pour déterminer le taux d'intérêt qu'un verdict ou jugement a à porter;
- j) pour fixer le taux d'actualisation utilisé dans le calcul du montant de l'indemnité relative aux dommages financiers futurs;
- k) concernant l'usage de l'une ou l'autre des langues officielles du Nouveau-Brunswick ou des deux dans les plaidoiries, dans la pratique et dans les procédures devant la Cour d'appel et la Cour du Banc de la Reine.

**73(2)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing the duties, powers and authority of the Registrar, clerks, administrators, persons authorized by the Registrar under subsection 62.1(1) and other officers appointed under this Act;
- (b) as he considers necessary for the proper administration and functioning of the Courts;
- (c) determining the number of judicial districts in the Province for the Trial Division and defining their boundaries, and determining the number of judicial districts in the Province for the Family Division and defining their boundaries;

**73(3)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting interest for the purposes of subsection 48(3), including, without limiting the generality of the foregoing, the rate of interest and the manner of calculating interest.

R.S., c.120, s.73; 1966, c.70, s.24; 1975, c.32, s.2; 1978, c.32, s.33; 1980, c.28, s.12; 1981, c.36, s.13; 1983, c.43, s.16; 1987, c.6, s.48; 1994, c.25, s.3; 2007, c.7, s.2.

**73.1(1)** There is hereby established a Rules Committee consisting of

- (a) the Chief Justice of New Brunswick, or a judge of the Court designated by him, who shall be chairman,
- (b) the Chief Justice of the Court of Queen's Bench, or a judge of the Court designated by him,
- (c) the President of the Law Society of New Brunswick, or his designate,
- (d) the Attorney General, or his designate, and
- (e) the Registrar.

**73.1(2)** The Rules Committee may inquire into and examine

- (a) the administration and functioning of the Courts, this Act and the Rules of Court;
- (b) the working of and arrangements governing the performance of duties by the officers of the Courts, and

**73(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par voie de règlement :

- a) prescrivant les pouvoirs, fonctions et attributions du registraire, des greffiers, des administrateurs, des personnes autorisées par le registraire en vertu du paragraphe 62.1(1) et des autres fonctionnaires nommés en vertu de la présente loi;
- b) régler toute matière qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement des Cours;
- c) déterminer le nombre des circonscriptions judiciaires de la province, fixant leurs lignes de démarcation, et pour la Division de première instance et pour la Division de la famille.

**73(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements concernant les intérêts pour l'application du paragraphe 48(3), notamment en ce qui concerne le taux d'intérêt et le mode de calcul de l'intérêt.

S.R., c.120, art.73; 1966, c.70, art.24; 1975, c.32, art.2; 1978, c.32, art.33; 1980, c.28, art.12; 1981, c.36, art.13; 1983, c.43, art.16; 1987, c.6, art.48; 1994, c.25, art.3; 2007, c.7, art.2.

**73.1(1)** Est institué un Comité des Règles de la Cour qui se compose

- a) du juge en chef au Nouveau-Brunswick, ou d'un juge de la Cour qu'il désigne, qui doit assurer la présidence,
- b) le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine ou un juge de la Cour qu'il désigne,
- c) le président du Barreau du Nouveau-Brunswick ou la personne qu'il désigne,
- d) le procureur général ou celui qu'il désigne, et
- e) le registraire.

**73.1(2)** Le comité des Règles peut faire des enquêtes et études sur

- a) l'administration et le fonctionnement des Cours, de la présente loi et des Règles de procédure;
- b) le travail des fonctionnaires des Cours et les arrangements régissant l'exercice de leurs fonctions; et

(c) the procedure of the Courts.

**73.1(3)** The Rules Committee may make recommendations to the Lieutenant-Governor in Council in accordance with the findings under subsection (2).

1978, c.32, s.33; 1981, c.6, s.1; 1983, c.43, s.17; 1987, c.6, s.48.

**73.2** Repealed: 1997, c.S-9.1, s.32.

1978, c.32, s.33.1; 1979, c.36, s.10; 1982, c.3, s.39; 1982, c.34, s.3; 1983, c.43, s.18; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48; 1997, c.S-9.1, s.32.

**74(1)** Unless the context or subject matter otherwise expressly requires, any reference to the Chancery Division or the Queen's Bench Division now appearing in the Rules of Court shall, on and after September 4, 1979, be deemed to refer to the Court of Queen's Bench.

**74(1.1)** Unless the context or subject matter otherwise expressly requires, any reference to the Appeal Division of the Supreme Court now appearing in the Rules of Court shall, on and after September 4, 1979, be deemed to refer to the Court of Appeal.

**74(2)** Where the Court or a judge so directs, the Registrar shall continue to issue judgments or orders in any cause or matter in respect of which it was the practice in the former Chancery Division for the Registrar to issue decrees.

R.S., c.120, s.74; 1953, c.25, s.14; 1966, c.70, s.25; 1978, c.32, s.34; 1979, c.36, s.1; 1986, c.4, s.28; 1987, c.6, s.48.

**75** The Rules of Court, prescribed in Regulation 82-73 to come into effect on June 1, 1982, are confirmed and shall be deemed to have been made in compliance with sections 73 and 73.2 of this Act, and continue in force until amended or repealed.

R.S., c.120, s.75; 1981, c.36, s.14; 1982, c.34, s.4; 1983, c.43, s.19.

**76** The Rules of Court form part of this Act, and have the force and effect of a legislative enactment.

R.S., c.120, s.76; 1983, c.43, s.2.

**77** Where any provisions in respect of the Court of Queen's Bench or the Court of Appeal are contained in any statute, Rules of Court may be made for modifying

c) la procédure des Cours.

**73.1(3)** Le comité des Règles peut faire au lieutenant-gouverneur en conseil des recommandations à partir des résultats des enquêtes et études visées au paragraphe (2).

1978, c.32, art.33; 1981, c.6, art.1; 1983, c.43, art.17; 1987, c.6, art.48.

**73.2** Abrogé : 1997, c.S-9.1, art.32.

1978, c.32, art.33.1; 1979, c.36, art.10; 1982, c.3, art.39; 1982, c.34, art.3; 1983, c.43, art.18; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48; 1997, c.S-9.1, art.32.

**74(1)** Sauf si le contexte ou l'objet requiert expressément une autre interprétation, toute mention de la Division de la Chancellerie ou de la Division du Banc de la Reine apparaissant actuellement dans les Règles de la Cour est réputée, à partir du 4 septembre 1979, être une mention de la Cour du Banc de la Reine.

**74(1.1)** Sauf si le contexte ou l'objet requiert expressément une autre interprétation, toute mention de la Division d'appel de la Cour suprême apparaissant actuellement dans les Règles de la Cour est réputée, à partir du 4 septembre 1979 être une mention de la Cour d'appel.

**74(2)** Lorsque la Cour ou un juge l'ordonne, le registraire doit continuer à délivrer des jugements ou des ordonnances, dans toute cause ou question pour laquelle il était de pratique à l'ancienne Division de la Chancellerie d'en délivrer.

S.R., c.120, art.74; 1953, c.25, art.14; 1966, c.70, art.25; 1978, c.32, art.34; 1979, c.36, art.1; 1986, c.4, art.28; 1987, c.6, art.48.

**75** Les Règles de procédure dont l'entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> juin 1982 par le Règlement 82-73 sont confirmées et sont réputées avoir été établies conformément aux articles 73 et 73.2 de la présente loi et elles demeurent en vigueur jusqu'à leur modification ou abrogation.

S.R., c.120, art.75; 1981, c.36, art.14; 1982, c.34, art.4; 1983, c.43, art.19.

**76** Les Règles de procédure font partie de la présente loi et ont la même force obligatoire et les mêmes effets qu'un texte législatif.

S.R., c.120, art.76; 1983, c.43, art.2.

**77** Lorsque des dispositions concernant la Cour du Banc de la Reine ou la Cour d'appel figurent dans une loi, des Règles de procédure peuvent être établies afin de modifier

such provisions to any extent that may be deemed necessary for adapting the same to the practice and procedure of the Court of Queen's Bench or the Court of Appeal, unless, in the case of an Act passed after the coming into force of this Act, this power is expressly excluded with respect to such Act, or any provision thereof.

R.S., c.120, s.77; 1982, c.3, s.39; 1983, c.43, s.2.

**78** All powers of selling, mortgaging or otherwise dealing with real estate contained in the Schedule of Acts repealed by The Revised Statutes, 1927, continue to be exercisable by the Court or a judge notwithstanding such repeal; and where by any unrepealed Acts or parts of Acts provision is made for proceeding by way of petition, proceedings may hereafter be taken either by petition or by such other mode of proceeding as could be taken under the Rules of Court if petition were not prescribed.

R.S., c.120, s.78; 1983, c.43, s.2.

**79** Where in any Act, regulation, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document reference is made to the County Court of New Brunswick, or a judge thereof, or to the Supreme Court, or a judge thereof, or to the Queen's Bench Division of the Supreme Court, or a judge thereof, the reference shall be read as a reference to The Court of Queen's Bench or a judge thereof, as the case may be, unless the context otherwise requires.

1978, c.32, s.35.

**80(1)** Where, on September 4, 1979, any cause or matter that is before the County Court of New Brunswick, or a judge thereof, or the Queen's Bench Division of the Supreme Court, or a judge thereof,

(a) the cause or matter shall be continued before the Court of Queen's Bench,

(b) the judge dealing with the cause or matter shall continue to deal with it in his capacity as a judge of the Court of Queen's Bench, and

(c) subject to section 82, all documents required to be filed in or in connection with the cause or matter shall thereafter be filed in The Court of Queen's Bench.

**80(2)** On September 4, 1979, the records and files of the County Court of New Brunswick and the Queen's Bench Division of the Supreme Court, whether concluded or not,

ces dispositions dans la mesure où il est jugé nécessaire de les adapter à la pratique et à la procédure de la Cour du Banc de la Reine ou la Cour d'appel sauf si ce pouvoir, dans le cas d'une loi adoptée après l'entrée en vigueur de la présente loi, est expressément exclu à l'égard de cette loi ou de l'une de ses dispositions.

S.R., c.120, art.77; 1982, c.3, art.39; 1983, c.43, art.2.

**78** Tous les pouvoirs de vendre ou d'hypothéquer des biens réels ou d'autrement en disposer, énoncés dans l'annexe des lois abrogées par les Statuts révisés de 1927 continuent d'être exercés par la Cour ou un juge notwithstanding cette abrogation et, lorsque des lois ou parties de lois non abrogées prévoient l'engagement de procédures par voie de pétition, celles-ci peuvent être engagées, soit par voie de pétition, soit par toute autre voie de procédure qui, selon les Règles de procédure, aurait pu être utilisée si la pétition n'était pas prescrite.

S.R., c.120, art.78; 1983, c.43, art.2.

**79** Lorsque dans une loi, un règlement, une règle, une ordonnance, un arrêté, une convention, un autre acte juridique ou document il est fait mention d'une Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou de l'un de ses juges, ou de la Cour suprême ou de l'un de ses juges, de la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême ou de l'un de ses juges cette mention doit être lue comme une mention de la Cour du Banc de la Reine ou de l'un de ses juges selon le cas sauf si le contexte n'exige une autre interprétation.

1978, c.32, art.35.

**80(1)** Si le 4 septembre 1979 une cause ou une question est pendante devant la Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou l'un de ses juges, à la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême, ou à l'un de ses juges,

a) cette cause ou cette question doit continuer d'être soumise à la Cour du Banc de la Reine,

b) le juge à qui la cause ou la question est soumise doit poursuivre l'audition à titre de juge de la Cour du Banc de la Reine, et

c) sous réserve de l'article 82, tous les documents qui doivent être déposés relativement à la cause ou à la question doivent être déposés à la Cour du Banc de la Reine.

**80(2)** Le 4 septembre, 1979, les registres et dossiers de la Cour de comté du Nouveau-Brunswick et de la Division



become the records and files of the Court of Queen's Bench.

1978, c.32, s.35; 1979, c.36, s.1.

**81** Where any matter

(a) that was before the County Court of New Brunswick or the Queen's Bench Division of the Supreme Court prior to September 4, 1979, and

(b) as a result of an appeal

(i) has, on, before or after September 4, 1979, been referred back to the County Court of New Brunswick or the Queen's Bench Division of the Supreme Court, as the case may be, to be further dealt with, or

(ii) on or after September 4, 1979 would, except for this section, have been referred back to the County Court of New Brunswick or the Queen's Bench Division of the Supreme Court, as the case may be, to be further dealt with,

the matter shall be dealt with by the Court of Queen's Bench as though the matter had instead been before the Court or referred to that Court.

1978, c.32, s.35; 1979, c.36, s.1.

**82(1)** Where any cause or matter before the County Court of New Brunswick or the Queen's Bench Division of the Supreme Court, or a judge thereof, is continued under section 80, an affidavit styled in the County Court of New Brunswick or the Queen's Bench Division of the Supreme Court,

(a) shall be accepted for filing on or after September 4, 1979, if it was sworn before September 4, 1979, or

(b) may be accepted for filing where it was sworn on or after September 4, 1979, if the clerk is satisfied that it is impossible or that it would result in undue delay or hardship to have an affidavit sworn that is properly styled.

**82(2)** A judge in Chambers may, upon the application of any person interested in a matter or cause before the Court or a judge, give directions

du Banc de la Reine de la Cour suprême, clos ou non, deviennent ceux de la Cour du Banc de la Reine.

1978, c.32, art.35; 1979, c.36, art.1.

**81** Lorsqu'une question

a) qui était devant la Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême avant le 4 septembre, 1979, et

b) à la suite d'un appel,

(i) a été déférée devant la Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême, selon le cas, pour être examinée plus amplement, ou

(ii) à partir du 4 septembre 1979 aurait été déférée, à l'exception de ce qui est prévu au présent article, à la Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou à la Division du Banc de la Reine, selon le cas, pour être plus amplement examinée,

elle doit être soumise à la Cour du Banc de la Reine comme si la question avait été déposée devant cette Cour ou si elle lui avait été déférée.

1978, c.32, art.35; 1979, c.36, art.1.

**82(1)** Lorsqu'une cause ou une question déposée devant la Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême, ou l'un de ses juges est continuée en vertu de l'article 80, un affidavit portant en-tête devant la Cour de comté du Nouveau-Brunswick ou la Division du Banc de la Reine de la Cour suprême,

a) doit être accepté pour dépôt à partir du 4 septembre 1979, s'il a été assermenté avant le 4 septembre 1979, ou

b) peut être accepté pour dépôt lorsqu'il a été assermenté après le 4 septembre 1979 inclus si le greffier est convaincu qu'il est impossible d'obtenir un affidavit assermenté et convenablement rédigé ou que cela entraînerait un retard ou un embarras non justifié.

**82(2)** Un juge siégeant en cabinet peut à la demande des personnes concernées par une question ou une cause déposée devant la Cour ou un juge, formuler des directives

(a) as to the filing of documents or matters of procedure in cases for which no provision is made by section 80 or subsection (1), and

(b) for the purpose of minimizing or removing any procedural difficulty arising as a result of the restructure of the Courts on September 4, 1979.

1978, c.32, s.35; 1979, c.36, s.1; 1986, c.4, s.28.

**83** Where in any Act, regulation, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made or could be construed as being made to the Appeal Division of the Supreme Court or a judge of that Court, the reference shall be taken to mean a reference to the Court of Appeal or a judge thereof.

1978, c.32, s.35; 1987, c.6, s.48.

**84(1)** Where, on September 4, 1979, a matter is before the Appeal Division of the Supreme Court or a judge thereof

(a) the matter shall be continued before the Court of Appeal,

(b) the judge dealing with the matter shall continue to deal with it in his capacity as a judge of the Court of Appeal, and

(c) subject to section 85, all documents required to be filed in or in connection with the cause or matter shall thereafter be filed in the Court of Appeal.

**84(2)** On September 4, 1979, the records and files of the Appeal Division of the Supreme Court, whether concluded or not, become the records and files of the Court of Appeal.

1978, c.32, s.35; 1979, c.36, s.1.

**85(1)** Where a matter before the Appeal Division of the Supreme Court or a judge thereof is continued under section 84, an affidavit styled in the Appeal Division of the Supreme Court

(a) shall be accepted for filing on or after September 4, 1979, if it was sworn before September 4, 1979, or

(b) may be accepted for filing where it was sworn on or after September 4, 1979, if the Registrar is satisfied

a) relativement au dépôt de documents ou à des questions de procédure dans les cas où aucune des dispositions de l'article 80 ou du paragraphe (1) ne s'applique, et

b) dans le but de supprimer ou d'atténuer les difficultés de procédure créées par la restructuration des Cours le 4 septembre 1979.

1978, c.32, art.35; 1979, c.36, art.1; 1986, c.4, art.28.

**83** Lorsque dans une loi, un règlement, une règle, une ordonnance, un arrêté, une convention ou un autre acte juridique ou document il est fait mention ou il peut être interprété comme faisant mention de la Division d'appel de la Cour suprême ou d'un juge de cette Cour, cette mention doit être interprétée comme étant une mention de la Cour d'appel ou de l'un de ses juges.

1978, c.32, art.35; 1987, c.6, art.48.

**84(1)** Si, le 4 septembre 1979 une question est soumise à la Division d'appel de la Cour suprême ainsi qu'à l'un de ses juges,

a) les questions doivent continuer d'être soumise à la Cour d'appel,

b) le juge à qui elle était soumise doit continuer à en être responsable en tant que juge de la Cour d'appel, et

c) sous réserve de l'article 85, tous les documents qui devaient être déposés ou qui concernent la cause ou la question doivent être déposés à la Cour d'appel

**84(2)** Le 4 septembre 1979, les registres et dossiers de la Division d'appel de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick, clos ou non, deviennent les registres et dossiers de la Cour d'appel.

1978, c.32, art.35; 1979, c.36, art.1.

**85(1)** Lorsqu'une question soumise à la Division d'appel de la Cour suprême ou à l'un de ses juges continue de l'être en vertu de l'article 84, un affidavit portant en-tête devant la Division d'appel de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick

a) doit être accepté pour dépôt à partir du 4 septembre 1979 s'il a été assermenté avant cette date, ou

b) peut être accepté pour dépôt à partir du 4 septembre 1979 si le greffier reconnaît qu'il est impossible ou non

that it is impossible or that it would result in undue delay or hardship to have an affidavit sworn that is properly styled.

**85(2)** The Court or a judge may, upon the application of any person interested in a matter before the Court or a judge, give directions

(a) as to the filing of documents or matters of procedure in cases for which no provision is made by section 82 or subsection (1), or

(b) for the purpose of minimizing or removing any procedural difficulty arising as a result of the restructure of the Courts on September 4, 1979.

1978, c.32, s.35; 1979, c.36, s.1.

justifié en délai ou embarras d'en obtenir un convenablement rédigé.

**85(2)** La Cour ou un juge peut à la demande des personnes concernées par une question ou une cause soumise à la Cour ou à un juge, formuler des directives

a) relativement au dépôt de documents ou à des questions de procédure dans les cas où aucune des dispositions de l'article 80 ou du paragraphe (1) ne s'applique, et

b) dans le but de supprimer ou d'atténuer les difficultés de procédure engendrées par la restructuration des Cours, le 4 septembre 1979.

1978, c.32, art.35; 1979, c.36, art.1.

**SCHEDULE A**

- (a) formation of marriage;
- (b) dissolution and annulment of marriage;
- (c) jactitation of marriage;
- (d) judicial separation;
- (e) rights to property, in disputes among members of the same family, including dower, partition and sale, and settlements;
- (f) restitution of conjugal rights;
- (g) maintenance of a deceased person's dependents;
- (h) alimony, maintenance and protection for spouses;
- (i) maintenance of children;
- (j) maintenance of parents;
- (k) enforcement of alimony and maintenance orders;
- (l) affiliation proceedings and proceedings in relation to parentage;
- (m) custody of and access to children;
- (n) adoption;
- (o) declarations of status, including parentage, validity of marriage, legitimacy and legitimation;
- (p) charges or proceedings under the *Criminal Code of Canada* with respect to incest and other sexual offences committed by a family member against another member of the same family, corrupting children, failing to provide necessaries, abandoning children, abduction of children by members of the same family, assaults by a member of a family against another member of the same family and thefts by a family member from another member of the same family;
- (q) Repealed: 1991, c.17, s.1.

**ANNEXE A**

- a) les formalités du mariage;
- b) la dissolution et l'annulation du mariage;
- c) l'action appelée « *jactitation of marriage* »;
- d) la séparation judiciaire;
- e) le contentieux en matière de propriété entre membres d'une même famille, notamment le droit de douaire, le partage et la vente et les *settlements*;
- f) l'action en réintégration du domicile conjugal;
- g) entretien des personnes à charge d'une personne décédée;
- h) l'obligation alimentaire et d'entretien et la protection des époux;
- i) l'entretien des enfants;
- j) l'entretien des parents;
- k) l'exécution des ordonnances de pension alimentaire et d'entretien;
- l) les actions en déclaration de paternité et les actions relatives à la filiation;
- m) les droits de garde et de visite des enfants;
- n) l'adoption;
- o) les déclarations d'état civil, y compris la filiation, la validité du mariage, la filiation légitime et la légitimation;
- p) les inculpations ou procédures en vertu du *Code criminel du Canada*, concernant l'inceste et les autres délits sexuels commis par un membre d'une famille contre un autre membre de la même famille, la corruption d'enfants, le défaut de pourvoir, l'abandon d'enfants, l'enlèvement d'enfants par des membres de la même famille, les voies de fait commis par un membre d'une famille contre un autre membre de la même famille et les vols commis par un membre d'une famille contre un autre membre de la même famille;
- q) Abrogé : 1991, c.17, art.1.

(r) charges or proceedings against a person in relation to an offence under a provincial statute against another member of his family;

(s) Repealed: 1991, c.17, s.1.

(s.1) Repealed: 1991, c.17, s.1.

(t) guardianship of the person and property of minors;

(u) consent to medical treatment of minors;

(v) actions in tort where the defendant, or any defendant, is a member of the same family as the plaintiff;

(w) the committal, custody or detention of any person, or the management of his property, for reasons of alcoholism, mental illness, mental incompetency or mental or physical infirmity;

(x) change of name;

(y) presumption of death.

1978, c.32, s.36; 1984, c.38, s.5; 1985, c.4, s.35; 1985, c.53, s.3; 1987, c.P-22.2, s.35; 1990, c.23, s.31; 1991, c.17, s.1, 3.

r) les inculpations ou procédures contre une personne à raison d'une infraction à une loi provinciale, commise contre un autre membre de sa famille;

s) Abrogé : 1991, c.17, art.1.

s.1) Abrogé : 1991, c.17, art.1.

t) la tutelle à la personne et aux biens des mineurs;

u) le consentement des mineurs à un traitement médical;

v) les actions en responsabilité civile lorsque le défendeur ou l'un des défendeurs fait partie de la famille du demandeur;

w) l'internement, la garde ou la détention d'une personne ou l'administration de ses biens pour cause d'alcoolisme, de maladie mentale, d'incapacité mentale ou de déficience physique ou mentale;

x) le changement de nom;

y) la présomption de décès.

1978, c.32, art.36; 1984, c.38, art.5; 1985, c.4, art.35; 1985, c.53, art.3; 1987, c.P-22.2, art.35; 1990, c.23, art.31; 1991, c.17, art.1, 3.

**SCHEDULE B****ANNEXE B**

Canadian Judgments Act	Loi sur les jugements canadiens
Change of Name Act	Loi sur le changement de nom
Criminal Code of Canada, section 150, section 153, section 166, section 168, section 197, section 200, section 224, section 245, section 249, section 250, subsection 289(2), section 745, section 746	Code criminel du Canada, les articles 150, 153, 166, 168, 197, 200, 224, 245, 249, et 250, le paragraphe 289(2), les articles 745 et 746.
Custody and Detention of Young Persons Act	Loi sur la garde et la détention des adolescents
Divorce Act (Canada)	Loi sur le divorce (Canada)
Divorce Court Act	Loi sur la Cour des divorces
Education Act	Loi sur l'éducation
Family Services Act	Loi sur les services à la famille
Guardianship of Children Act	Loi sur la tutelle des enfants
Habeas Corpus Act	Loi sur l'habeas corpus
Infirm Persons Act	Loi sur les personnes déficientes
Interjurisdictional Support Orders Act	Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances de soutien
International Child Abduction Act	Loi sur l'enlèvement international d'enfants
Judicature Act and Rules of Court	Loi sur l'organisation judiciaire et Règles de procédure
Marital Property Act	Loi sur les biens matrimoniaux
Marriage Act	Loi sur le mariage
Medical Consent of Minors Act	Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux
Mental Health Act	Loi sur la santé mentale
Presumption of Death Act	Loi sur la présomption de décès
Property Act	Loi sur les biens
Provincial Offences Procedure Act	Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales
Quieting of Titles Act, sections 26 and 27	Loi sur la validation des titres de propriété, articles 26 et 27
Reciprocal Enforcement of Judgments Act	Loi sur l'exécution réciproque des jugements

Support Enforcement Act

Loi sur l'exécution des ordonnances de soutien

Testators Family Maintenance Act

Loi sur l'obligation d'entretien envers la famille du testateur

Treatment of Intoxicated Persons Act

Loi sur le traitement des personnes en état d'ivresse

1978, c.32, s.36; 1979, c.36, s.11; 1980, c.28, s.13; 1981, c.36, s.15; 1982, c.3, s.39; 1982, c.34, s.5; 1984, c.38, s.6; 1985, c.C-40, s.17; 1985, c.4, s.35; 1987, c.P-22.2, s.35; 1987, c.6, s.48; 1990, c.22, s.27; 1990, c.23, s.31; 1991, c.17, s.1, 3; 1997, c.42, s.3; 2002, c.I-12.05, s.46; 2005, c.S-15.5, s.58; 2005, c.10, s.1; 2006, c.18, s.3.

1978, c.32, art.36; 1979, c.36, art.11; 1980, c.28, art.13; 1981, c.36, art.15; 1982, c.3, art.39; 1982, c.34, art.5; 1984, c.38, art.6; 1985, c.C-40, art.17; 1985, c.4, art.35; 1987, c.P-22.2, art.35; 1987, c.6, art.48; 1990, c.22, art.27; 1990, c.23, art.31; 1991, c.17, art.1, 3; 1997, c.42, art.3; 2002, c.I-12.05, art.46; 2005, c.S-15.5, art.58; 2005, c.10, art.1; 2006, c.18, art.3.

**N.B.** This Act is consolidated to February 11, 2008.

**N.B.** La présente loi est refondue au 11 février 2008.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

All rights reserved / Tous droits réservés